

## **CONSEIL MUNICIPAL**

**Législature 2020 – 2025**

## **Procès-verbal**

**de la séance du mardi 15 avril 2025 à 20h00**

Mme Sylviane COVER,  
Présidente



## CONSEIL MUNICIPAL

Séance du mardi 15 avril 2025  
20h00 - Salle du Conseil municipal

2020 - 2025

## PROCÈS-VERBAL

46

Présents	Mme Sylviane COVER (MCG), Présidente, M. Claude ANGELOZ (ALTERNATIVE), M. Patrick ARNOLDI (VERT.E.S), M. Pierre BLEIKER (VERT.E.S), M. Cédric BRINER (VERT.E.S), M. Gilles-Olivier BRON (PLR), M. Nicola D'AMICO (SOCIALISTES), Mme Céline FORNEY (SOCIALISTES), M. Wahba GHALY (SOCIALISTES), M. Anton JEKER (LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX), M. Thibaut JOTTERAND (SOCIALISTES), M. David JUNGO RODRIGUEZ (VERT.E.S), Mme Barbara LANZILAO (VERT.E.S), M. Pablo MARIN (SOCIALISTES), M. Johan MARTENS (SOCIALISTES), M. Rinor METUSHI (PLR), Mme Marie-Rose MILANO (SOCIALISTES), Mme Leïla MÜLLER (LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX), M. Howard NOBS (UDC), M. Daniel NOËL (UDC), M. Michel RENAUD (MCG), M. Christophe RUSSI (INDÉPENDANT), Mme Elisabeth SANTI (SOCIALISTES), M. Daniele SLAVIERO (MCG), Mme Eylem TAS POLAT (SOCIALISTES), Conseillers municipaux
Excusés	Mme Vida AHMARI (ALTERNATIVE), M. Nicolas AUBERT (INDÉPENDANT), M. Denis AZIRI (VERT.E.S), Mme Gladys Acosta BRANDRUP (SOCIALISTES), M. Thierry CERUTTI (MCG), Mme Clarisse DI ROSA (VERT.E.S), Mme Maria GAULIN (ALTERNATIVE), M. José Manuel GOMES DE ALMEIDA (UDC), Mme Diane GRABER (PLR), M. Yves MAGNIN (LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX), Mme Ana ROCH (MCG), M. Rexhai XHELADINI (SOCIALISTES), Conseillers municipaux
Assistent	M. Martin STAUB (SOCIALISTES), Maire, MM. Gian-Reto AGRAMUNT (PLR) et Mathias BUSCHBECK (VERT.E.S), Conseillers administratifs, M. Michel BUERGISSER, Secrétaire général, Mmes Marie-Christine HASSLER-BEZZOLI et Nastassia LECOCQ, secrétaires

### Ordre du jour

<b>SÉANCE PUBLIQUE : 20H00</b>	<b>3</b>
<b>1. PRESTATION DE SERMENT DE M. DANIELE SLAVIERO, CONSEILLER MUNICIPAL, EN REMPLACEMENT DE M. DOMINIQUE VUILLEUMIER, DÉMISSIONNAIRE</b>	<b>4</b>
<b>2. PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 18 MARS 2025</b>	<b>4</b>
<b>3. COMMUNICATIONS DU BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL</b>	<b>5</b>
<b>4. COMMUNICATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF</b>	<b>7</b>
<b>5. RAPPORTS DE LA COMMISSION DES BÂTIMENTS ET DE L'ÉNERGIE</b>	<b>8</b>
5. A) CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 31'750'000.00 POUR LA CONSTRUCTION DU BÂTIMENT ESPACE FAMILLES SITUÉ SUR LA PARCELLE 5021 DANS LE QUARTIER DES AVANCHETS (DA 420 – 25.03) (M. MARIN, RAPPORTEUR)	8
5. B) BOUCLEMENTS DE CRÉDITS DIVERS (DA 010 – 20.06 CRÉDIT DE RÉALISATION DE CHF 2'780'000.00 POUR LA RÉFECTION ÉNERGÉTIQUE D'INSTALLATIONS CVSE AINSI QUE LA RÉNOVATION DE LA CUISINE ET DE TRAVAUX D'ENTRETIEN EXTÉRIEURS DU RESTAURANT DE LA PISCINE DU LIGNON / M 184 – 22.06 CRÉDIT DE RÉALISATION DE CHF 285'000.00 POUR LES TRAVAUX DE LA SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL – PARTIE TECHNIQUE / DA 314 – 24.01 CRÉDIT DE RÉALISATION DE CHF 200'000.00 POUR LA CRÉATION D'UN PRÉAU COUVERT À L'ÉCOLE DE POUSSY SIS CHEMIN DE POUSSY 46 À VERNIER / DA 180 – 16.12 CRÉDIT POUR LA RÉNOVATION DE L'ÉCLAIRAGE DES SALLES DE GYMNASTIQUE DES ÉCOLES D'AVANCHET-SALÈVE ET DES LIBELLULES / DA 302 – 18.02 CRÉDIT BRUT DE CHF 493'500.00 POUR LE REMPLACEMENT DE LA PANOPLIE DE CHAUFFAGE DANS LES ÉCOLES D'AVANCHET-SALÈVE ET DES LIBELLULES / 417 – 19.05 CRÉDIT DE RÉALISATION DE CHF 200'000.00 POUR LE REMPLACEMENT DE LA CHAUDIÈRE – MAISON D'IVERNOS / DA 521 – 20.03 CRÉDIT DE RÉALISATION DE CHF 345'000.00 POUR LE REMPLACEMENT DES TABLEAUX ÉLECTRIQUES DE L'ÉCOLE AVANCHET-JURA / DA 611 – 15.03 CRÉDIT POUR LA RÉNOVATION DES TABLEAUX ÉLECTRIQUES DE L'ÉCOLE AVANCHET-SALÈVE / DA 306 – 18.03 CRÉDIT BRUT DE CHF 1'810'000.00 POUR L'AMÉNAGEMENT D'UN ESPACE DE VIE ENFANTINE DANS L'IMMEUBLE FMCV/PITTET, RUE JEAN-SIMONET / DA 354 – 18.11 CRÉDIT BRUT DE CHF 224'000.00 POUR L'ÉQUIPEMENT INITIAL DE L'EVE JEAN-SIMONET) (M. MARIN, RAPPORTEUR D'INFORMATION)	14

<b>6.</b>	<b>RAPPORTS DE LA COMMISSION DU GÉNIE CIVIL ET DES ÉQUIPEMENTS</b>	<b>16</b>
6.A)	CRÉDIT BRUT DE CHF 235'000.00 TTC DESTINÉ À LA RÉALISATION DE COURS DE RÉCRÉATION ET DE JEUX PROCHES DE LA NATURE POUR LES ÉCOLES AVANCHET-SALÈVE ET AVANCHET-JURA (DA 421 - 25.03) (M. MARIN, RAPPORTEUR)	16
6.B)	CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 275'000.00 TTC DESTINÉ À LA MISE EN ŒUVRE D'UN DISPOSITIF DE RÉCUPÉRATION ET DE VALORISATION DES EAUX DE PLUIE SUR LE SITE DU CENTRE D'ENTRETIEN COMMUNAL DE VERNIER – CEV (DA 423 - 25.03) (M. BRON, RAPPORTEUR)	20
<b>7.</b>	<b>RAPPORTS DE LA COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA MOBILITÉ</b>	<b>23</b>
7.A)	CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 680'000.00 TTC POUR LA DÉMOLITION ET LE DÉSAMANTAGE AINSI QUE L'AMÉNAGEMENT PROVISOIRE DE LA PARCELLE 5999, QUARTIER DE L'ÉTANG (DA 424 – 25.03) (M. ANGELOZ, RAPPORTEUR)	23
7.B)	PRÉSERVER LA SANTÉ DES CHIENS À GENÈVE (PE 373 - 24.09) (M. METUSHI, RAPPORTEUR)	28
<b>8.</b>	<b>PROJETS DE DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL</b>	<b>30</b>
<b>9.</b>	<b>PÉTITIONS</b>	<b>30</b>
9.A)	DIFFICULTÉS D'ACCÈS AU GROUPEMENT LA CHÂTELAIN (PE 437 – 25.04)	30
9.B)	RÉHABILITATION DU CENTRE COMMERCIAL DU LIGNON (PE 438 – 25.04)	32
9.C)	ASSURER LA SÉCURITÉ DES ENFANTS AUX ABORDS DE L'ÉCOLE D'AVANCHET-JURA (PE 442 – 25.04)	33
<b>10.</b>	<b>PROJETS DE DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF</b>	<b>34</b>
10.A)	APPROBATION DES COMPTES 2024 DE LA FONDATION DES MAISONS COMMUNALES DE VERNIER (FMCV) (DA 432 – 25.04)	34
10.B)	APPROBATION DES COMPTES ET DU RAPPORT DE GESTION 2024 DE LA FONDATION INTERCOMMUNALE DE PRÉ-BOIS (DA 433 – 25.04)	34
10.C)	PROPOSITION DU CONSEIL ADMINISTRATIF RELATIVE À L'APPROBATION DES COMPTES ANNUELS 2024 DANS LEUR INTÉGRALITÉ ET DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES SUPPLÉMENTAIRES 2024 (DA 434 – 25.04)	35
10.D)	CRÉDIT DE CHF 130'000.00 TTC POUR LE REMPLACEMENT D'UNE MACHINE TECHNIQUE D'ENTRETIEN POUR LES CIMETIÈRES ET LA CREUSE DE TOMBES (DA 435 – 25.04)	36
10.E)	CRÉDIT DE RÉALISATION DE CHF 2'730'000.00 POUR LA DÉMOLITION ET LA RECONSTRUCTION DU BÂTIMENT DU TENNIS D'AÏRE ET DE SA HALLE COUVERTE (DA 436 – 25.04)	37
10.F)	CRÉDIT DE CHF 255'000.00 TTC POUR LE RENOUVELLEMENT DES DÉCORATIONS DES FÊTES DE FIN D'ANNÉE (DA 439 – 25.04)	37
10.G)	CRÉDIT DE RÉALISATION DE CHF 853'000.00 TTC POUR L'INFRASTRUCTURE ÉLECTRIQUE LIÉE AU RENOUVELLEMENT DE LA FLOTTE DE VÉHICULES COMMUNAUX (DA 440 – 25.04)	38
<b>11.</b>	<b>PROPOSITIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF</b>	<b>39</b>
<b>12.</b>	<b>MOTIONS</b>	<b>40</b>
12.A)	PROMENADE VERNIOLANE (M. MARTENS, MMES MILANO ET SANTI, M. MARIN) (M 441 – 25.04)	40
12.B)	RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF À LA MOTION M 331 – 24.03 « POUR DES SUBVENTIONS AUX ABONNEMENTS TPG POUR TOUS » (M 331 A – 25.04)	42
<b>13.</b>	<b>RÉSOLUTIONS</b>	<b>43</b>
13.A)	LEÇONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE (M. MARTENS, MME SANTI, MME LANZILAO, MM. BLEIKER, AZIRI, BRINER, JUNGO RODRIGUEZ ET ARNOLDI) (R 444 – 25.04)	43
<b>14.</b>	<b>INTERPELLATIONS</b>	<b>46</b>
14.A)	Y A-T-IL UN CHAUFFEUR DANS LE BUS (M. BLEIKER) (I 443 – 25.04)	46
<b>15.</b>	<b>QUESTIONS ÉCRITES</b>	<b>48</b>
15.A)	RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF À LA QUESTION ÉCRITE QE 415 - 25.02 « INSÉCURITÉ ET VIOLENCES AUTOUR DE LA MAISON DE QUARTIER D'AÏRE-LE LIGNON » (QE 415 A – 25.04)	48
15.B)	RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF À LA QUESTION ÉCRITE QE 418 - 25.02 « COLLECTE DES DÉCHETS AU QUARTIER DU CANADA » (QE 418 A – 25.04)	49
<b>16.</b>	<b>QUESTIONS ORALES</b>	<b>51</b>

## SÉANCE PUBLIQUE : 20H00

La séance publique est ouverte sous la présidence de Mme Sylviane COVER.

**Mme COVER, Présidente** : s'il vous plaît, veuillez prendre place et n'oubliez pas d'insérer votre carte dans le micro. Merci.

Bonsoir M. le Maire. Bonsoir Messieurs les Conseillers administratifs. Bonsoir Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers municipaux. M. le Secrétaire. Mesdames les Secrétaires.

Bonsoir à la presse et au public, avec un bonsoir particulier à Alyssa, ma petite-fille.

*L'Assemblée applaudit.*

**Mme COVER, Présidente** : y a-t-il des excusés ? M. BRON.

**M. BRON** : merci Mme la Présidente.

Je voudrais excuser Mme GRABER et j'annonce le retard de M. METUSHI.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

Mme MILANO, vous avez la parole.

**M. MILANO** : j'aimerais excuser M. Rexhai XHELADINI.

**Mme COVER, Présidente** : merci. M. BRINER.

**M. BRINER** : j'aimerais excuser l'absence de Mme Clarisse DI ROSA.

**Mme COVER, Présidente** : merci. Mme MÜLLER.

**Mme MÜLLER** : j'aimerais excuser l'absence d'Yves MAGNIN.

**Mme COVER, Présidente** : merci. M. JOTTERAND.

**M. JOTTERAND** : je vous prie d'excuser l'absence de Mme BRANDRUP.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

J'excuse également M. GOMES DE ALMEIDA.

M. RUSSI, vous avez la parole.

**M. RUSSI** : j'excuse M. Nicolas AUBERT.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. RENAUD, vous avez la parole.

**M. RENAUD** : j'excuse Ana ROCH et Thierry CERUTTI.

**Mme COVER, Présidente** : nous allons passer au point 1) de l'ordre du jour.

## **1. PRESTATION DE SERMENT DE M. DANIELE SLAVIERO, CONSEILLER MUNICIPAL, EN REMPLACEMENT DE M. DOMINIQUE VUILLEUMIER, DÉMISSIONNAIRE**

---

**Mme COVER, Présidente** : nous passons à la prestation de serment de M. Daniele SLAVIERO, qui nous rejoint en tant que Conseiller municipal, en remplacement de M. Dominique VUILLEUMIER, démissionnaire.

Je vous demande de vous lever pour cette prestation de serment.

*L'assemblée se lève.*

**Mme COVER, Présidente** : il est d'usage, avant d'entrer en fonction, que les Conseillères et Conseillers municipaux prêtent serment.

M. Daniele SLAVIERO, à la lecture de la formule du serment, vous voudrez bien lever la main droite et dire « *je le jure* » ou « *je le promets* ».

*La Présidente lit la formule du serment. À l'appel de son nom, M. SLAVIERO lève la main droite et dit « je le jure ».*

**Mme COVER, Présidente** : je vous remercie M. SLAVIERO. Nous prenons acte de votre serment.

Je vous souhaite la bienvenue au sein de cet hémicycle.

*L'assemblée applaudit, puis se rassied.*

**Mme COVER, Présidente** : nous pouvons passer au point 2 de l'ordre du jour.

## **2. PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 18 MARS 2025**

---

**Mme COVER, Présidente** : celles et ceux qui acceptent le procès-verbal de la séance du 18 mars 2025 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

**Le procès-verbal de la séance du 18 mars 2025 est accepté par 23 OUI, soit à l'unanimité.**

**Mme COVER, Présidente** : nous passons au point 3) de l'ordre du jour.

### 3. COMMUNICATIONS DU BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL

---

**Mme COVER, Présidente** : nous avons reçu une carte de remerciements de la famille de M. Pierre RONGET, à qui un courrier de condoléances avait été adressé.

J'ai reçu le 27 mars 2025 le courrier de M. Dominique VUILLEUMIER annonçant sa démission du Conseil municipal avec effet immédiat. J'ai adressé une lettre de remerciements à M. VUILLEUMIER pour son activité au sein du Conseil municipal.

M. JUNGO RODRIGUEZ, avez-vous demandé la parole ?

**M. JUNGO RODRIGUEZ** : oui, Mme la Présidente.

Est-il possible d'avoir la lecture de la lettre ?

**Mme COVER, Présidente** : M. le Secrétaire, je vous passe la parole.

**M. BRON, Secrétaire** : merci Mme la Présidente.

Je lis la lettre de M. Dominique VUILLEUMIER.

*Dominique VUILLEUMIER  
Route de Peney 83  
1214 Vernier*

*Vernier, le 26 mars 2025*

**RECOMMANDE**  
**MAIRIE DE VERNIER**  
*Mme La Présidente du CM  
MM les Conseillers administratifs  
Route de Vernier 9  
1214 Vernier*

*Concerne : démission avec effet immédiat de mon poste de Conseiller Municipal*

*Madame la Présidente du CM,  
Mesdames les Conseillères municipales  
Messieurs les Conseillers municipaux  
Messieurs les Conseillers administratifs,*

*Étant en désaccord total avec la politique menée par le MCG Verniolan et n'ayant de plus pas été réélu pour cause principalement d'origine Suisse, je vous prie de bien vouloir prendre note avec effet immédiat de ma démission de mon poste de Conseiller municipal.*

*À cet effet, je vous remets en annexe ma carte de légitimation ainsi que ma carte magnétique.*

*Toutefois, je reste à la disposition des Conseillers administratifs, du PS verniolan, des Verts verniolans et de la Justice concernant la manière intolérable dont s'est comporté mon ancien chef de groupe en la personne de M. le Conseiller municipal Thierry CERRUTI lors du Conseil municipal du 17 décembre 2024.*

*Pour mémoire et à la fin de cette séance, M. Thierry CERRUTI s'est levé et a fait un signe pour le moins provocateur à l'attention du PS. Sur le moment je vous avoue avoir été totalement choqué et il m'a fallu un certain temps pour admettre qu'il s'agissait bien d'un salut nazi. Je vous laisse le soin d'en prendre bonne note.*

*En conclusion, je tiens à remercier la quasi-totalité de l'hémicycle pour son très bon accueil et les nouvelles connaissances que j'ai eues l'occasion d'acquérir lors de mon bref passage.*

*Avec mes meilleures salutations.*

*Dominique VUILLEUMIER  
Simple citoyen*

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. SLAVIERO, vous avez la parole ?

**M. SLAVIERO** : oui.

Mme la Présidente, permettez-moi de revenir sur la lecture de la lettre de démission de M. VUILLEUMIER ...

**Mme COVER, Présidente** : vous ne pouvez pas prendre la parole.

**M. SLAVIERO** : excusez-moi.

**Mme COVER, Présidente** : M. BRON.

**M. BRON** : il n'y a pas de débat sur le courrier.

**Mme COVER, Présidente** : je continue avec les communications du Bureau.

J'ai reçu l'invitation de la ludothèque des Avanchets à son Assemblée générale du 11 avril 2025 à 17h30. Retenue par d'autres obligations ce soir-là, je me suis excusée en précisant que le Bureau sera représenté par M. MARTENS.

Nous avons reçu un courrier de M. Pierre-André BOSSY et de M. Georges UMIKER, respectivement Président et trésorier du Groupement La Châtelaine, auquel était jointe la pétition PE 437 - 25.04, munie de 50 signatures, qui sera traitée au point 8 a) de l'ordre du jour.

Nous avons reçu un courrier de M. Daniel NOËL, Conseiller municipal, auquel était jointe la pétition PE 438 – 25.04, munie de 318 signatures, qui sera traitée au point 8 b) de l'ordre du jour.

J'ai reçu copie de l'échange entre une Conseillère municipale de Plan-les-Ouates et la Commune. Cette élue s'enquerrait de savoir si, à Vernier, les enfants faisant partie du cursus Instruction en famille (IEF) étaient conviés à la fête des promotions, voire si elle était disposée à le faire. Le Conseil administratif a informé cette Conseillère municipale que la Commune n'intègre pas les enfants qui s'inscrivent dans un cursus IEF aux promotions scolaires.

Nous avons reçu un courrier de M. Christophe RUSSI, Conseiller municipal, auquel était jointe une pétition, munie de 85 signatures, demandant aux autorités verniolanes d'engager une patrouilleuse scolaire



pour que le chemin de l'école d'Avanchet-Jura se fasse dans des conditions de sécurité acceptables. Cette pétition sera traitée au point 8 c) de l'ordre du jour.

J'en ai terminé avec les communications du Bureau et je passe au point 4) de l'ordre du jour.

#### 4. COMMUNICATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF

---

**Mme COVER, Présidente** : M. le Maire, vous avez la parole.

**M. STAUB, Maire** : merci Mme la Présidente.

Madame la Présidente,  
Mesdames les Conseillères municipales,  
Messieurs les Conseillers municipaux,

##### 1 Population et chômage

Les dernières données trimestrielles disponibles de l'Office cantonal de la statistique, pour ce qui est de la population, sont encore celles de décembre 2024. Elles font état de 37'867 habitantes et habitants.

Quant au chômage<sup>1</sup>, la Commune comptait 892 chômeur-euse-s à fin mars 2025 contre 919 à fin février 2025, soit une diminution de 27 personnes.

Ce chiffre, comme de coutume, doit être complété par le nombre de demandeur-euse-s d'emploi non-chômeurs, qui s'élevait à la même période à 411 contre 404 à fin février 2025, soit une augmentation de 7 personnes.

Le nombre total des demandeur-euse-s d'emploi se montait donc à 1'303 à fin mars 2025 contre 1'323 à fin février 2025, soit une diminution de 20 personnes.

##### 2 FC Avanchet-sport

La Cour des comptes procède actuellement auprès de FC Avanchet-sport à un audit. L'administration communale, en conformité avec ce qui a été annoncé à votre Conseil, attend les résultats de l'audit avant de libérer éventuellement la subvention ordinaire. Dans l'intervalle, elle continue de verser des subventions extraordinaires pour ne pas pénaliser les équipes qui ont repris leur championnat. C'est ainsi qu'elle a réglé, la veille d'un déplacement prévu à Baden de l'équipe première féminine, des factures en souffrance auprès du transporteur qui, à défaut, refusait d'effectuer le transport. Mais, malgré ce paiement, le déplacement a eu lieu avec un autre transporteur.

##### 3 Familles sans abri

La Ville de Vernier a été informée que l'État de Genève a consenti une mise à disposition, pour une durée de 12 ans, de la parcelle 3181 située à côté du Centre des Tattes, à l'Association Païdos. La

---

<sup>1</sup> Dès mars 2018, la répartition des demandeurs d'emploi en chômeurs et non-chômeurs est modifiée à la suite de l'uniformisation au niveau national de la définition et de la méthode de classification de ces deux sous-groupes dans le système d'information du Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Cette modification permet d'améliorer la comparabilité des chiffres cantonaux du chômage. À la suite de ce changement, des demandeurs d'emploi inscrits considérés comme chômeurs auparavant sont comptabilisés comme non-chômeurs, et vice versa. Au total, le changement a induit une baisse du nombre de chômeurs, et son corollaire, une hausse des demandeurs d'emploi non-chômeurs.

Commune conditionne cette réalisation à la capacité de régler à satisfaction les accès à cette parcelle.

Pour mémoire, l'Association Païdos est active à travers son programme HUMA dans l'accueil de familles sans abri. Cette solution provisoire doit permettre de suppléer la disparition de logements gérés par l'association actuellement sur le territoire de la Commune, à la route de Vernier, dans des bâtiments amenés à être démolis.

4 Voyage des Maires

Le voyage des Maires, organisé par l'ACG, aura lieu du 9 au 11 mai prochain à Copenhague. Conformément aux engagements pris, le Conseil administratif se rendra dans et depuis la capitale danoise en train, et ce pour un coût moindre que le prix facturé par l'ACG pour le voyage en avion.

5 Tremblement de terre en Birmanie

Le Conseil administratif a été saisi d'une demande de don de la Croix-Rouge en faveur des sinistrés du Myanmar (Birmanie). Respectueux des démarches convenues avec votre Conseil municipal dans le cas d'appel de fonds lors de catastrophes, il saisira formellement votre Conseil de cette demande, à travers la voie de la proposition, lors de votre prochaine séance, à moins que des Conseillères ou Conseillers municipaux n'en prennent l'initiative, comme ce fut le cas notamment lors du sinistre qui affecta la Turquie et la Syrie en 2023.

6 Mesures de circulation chemin de la Garenne – route de Montfleury

La Ville de Vernier a été informée que le débouché du chemin de la Garenne sur la route de Peney sera fermé dès le 1<sup>er</sup> juin, à la demande de la commune de Satigny, pour une période d'essai allant jusqu'à fin décembre 2025.

Le Conseil administratif restera attentif à l'évolution des conditions de circulation dans le secteur du village afin d'en garantir l'accessibilité tout en se prémunissant du trafic de transit.

Madame la Présidente, j'en ai terminé avec ces avant-dernières communications de la présente législature.

**Mme COVER, Présidente** : merci M. le Maire.

Nous passons au point 5) de l'ordre du jour.

*Arrivée de M. METUSHI à 20h23.*

---

**5. RAPPORTS DE LA COMMISSION DES BÂTIMENTS ET DE L'ÉNERGIE**

---

**5.A) CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 31'750'000.00 POUR LA CONSTRUCTION DU BÂTIMENT ESPACE FAMILLES SITUÉ SUR LA PARCELLE 5021 DANS LE QUARTIER DES AVANCHETS (DA 420 – 25.03) (M. MARIN, RAPPORTEUR)**

---

*Rapport de la commission des bâtiments et de l'énergie du 25 mars 2025*

*Rapporteur : Pablo MARIN*

**DA 420 – 25.03 CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 31'750'000.00 POUR LA  
CONSTRUCTION DU BÂTIMENT ESPACE FAMILLES SITUÉ SUR LA PARCELLE 5021 DANS LE  
QUARTIER DES AVANCHETS**

*La présente DA est présentée par M. BUSCHBECK, Conseiller administratif, M. DUMAS, Secrétaire général adjoint - Pôle aménagement et espace urbain, Mme MEICHTRY PINHO, Cheffe du service des bâtiments (SBA), M. PERRIN, Architecte – Chef de projet au SBA, Mme MAHRER, Cheffe du service de la culture et de la communication, et Mme Sandra ROSSIER, Cheffe du Service de l'enfance.*

*Le bâtiment Espace Familles tel que présenté à la commission résulte de travaux et de discussions menées depuis 2021 : le projet MAKALA du bureau d'architecture Pont12 Architectes SA a été désigné lauréat du concours en 2023, l'année 2024 ayant vu l'adoption du projet définitif tel que présenté. À noter qu'un recours déposé par un concurrent a repoussé le démarrage des études des mandataires et spécialistes. Ainsi, la mise en service du bâtiment a été repoussée à août 2028, afin de tenir compte des impératifs liés à l'espace de vie enfantine (EVE) et à l'Hospice général. Ce report a également mené au choix d'une réalisation en entreprise totale, qui permettra une préparation des travaux pendant le dépôt de l'autorisation de construire et leur démarrage dès que cette dernière sera entrée en force.*

*Le bâtiment final, d'une superficie totale de près de 4'000m<sup>2</sup> sur quatre niveaux hors sol, intégrera une bibliothèque, une ludothèque, un espace de restauration, des locaux et vestiaires pour les usagers du stade attenant, l'EVE susmentionné, des locaux pour le parascolaire, un accueil familial de jour, des locaux mutualisés, une antenne de l'Hospice général et un parking souterrain de 30 places. Des aménagements extérieurs d'environ 6'000 m<sup>2</sup> seront également réalisés. Le plan précis du bâtiment et la répartition des différents étages et locaux sont disponibles dans le texte de la DA idoine.*

*Le bâtiment Espace Famille, fruit du travail concerté de plusieurs services communaux, deviendra un espace à la disposition de la population, à travers les services proposés aux diverses entités actives dans le domaine de la famille et de l'enfance (EVE, parascolaire...), mais également une large palette de services municipaux (bibliothèque, ludothèque) et associatifs, ainsi qu'un programme culturel tout au long de l'année visant à créer de l'animation en ces lieux.*

*Ainsi, le bâtiment Espace Familles offrira 64 nouvelles places de crèche, un accueil adulte-enfants et un soutien à la parentalité, des espaces pour le parascolaire pour 120 enfants (réfectoire et salles d'activités), des espaces bibliothèque et ludothèque et des locaux pour le FC Avanchet, fort de 300 membres, et le rugby des petits le mercredi après-midi. Le détail précis du mode de gouvernance et de fonctionnement du bâtiment Espace Famille, ainsi que les considérations qui ont mené à sa conception sont disponibles dans le texte de la DA.*

*Quant au planning des travaux, l'appel d'offres et la sélection d'une entreprise totale se tiendra de janvier à juillet 2025, la phase projet de l'ouvrage et l'élaboration de l'autorisation de construire s'étendant d'août 2025 à juillet 2026. En parallèle sera préparée la phase d'exécution des travaux, qui se feront d'août 2026 à juillet 2028, avec une mise en service à la rentrée 2028.*

*Le coût de construction s'élèvera à CHF 27'350'000.00, somme à laquelle s'ajoutent des honoraires d'architectes et ingénieurs (CHF 1'750'000.00), des expertises et sondages (CHF 100'000.00), des taxes et émoluments (CHF 50'000.00), de même qu'une somme pour couvrir les divers et les imprévus (CHF 2'500'000.00). Ainsi, les travaux s'élèvent à un coût de CHF 31'750'000.00 TTC.*

*Il est à noter que cette somme ne couvre pas les frais d'équipement du bâtiment (environ CHF 2'000'000.00), qui seront votés à une date ultérieure. De même, les coûts connexes (environ*

*CHF 3'500'000) et le plan pluriannuel des investissements (le présent crédit correspond à la somme inscrite au PPI) sont détaillés dans le texte de la DA.*

*Suite à la présentation, une commissaire (MCG) demande si le démarrage relativement tardif du projet est dû à des oppositions et si des modifications y ont été apportées. Mme MEICHTRY PINHO répond que le retard est effectivement dû à l'attribution d'un mandat à un mandataire, sachant que la Ville est soumise aux procédures de marchés publics. Également, le bâtiment abritant une crèche et des locaux pour le GIAP, il est nécessaire que ce dernier soit livré en juillet 2028, afin de pouvoir être mis en service à la rentrée. Elle précise que des locaux pour la Fanfare étaient prévus mais qu'ils ont été retirés du projet.*

*Un commissaire (VERT.E.S) s'enquiert des accès du bâtiment, si des bornes de recharge seront disponibles pour les véhicules électriques et si des espaces pour les vélos sont prévus. Mme MEICHTRY PINHO confirme que des bornes électriques et des espaces vélos seront disponibles.*

*À l'issue de la présentation, la commission ACCEPTE la DA 420 - 25.03, Crédit d'étude et de réalisation de CHF 31'750'000.00 pour la construction du bâtiment Espace Familles situé sur la parcelle 5021 dans le quartier des Avanchets, par 9 OUI (3 SOCIALISTES, 2 LES VERT.E.S, 1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 1 MCG, 1 PLR et 1 UDC), soit à l'unanimité.*

**Mme COVER, Présidente :** M. MARIN, vous étiez rapporteur. Avez-vous quelque chose à ajouter ?

**M. MARIN :** oui, Mme la Présidente.

Très rapidement, car je ne voudrais pas priver le Conseil administratif de défendre son projet.

Un crédit d'étude et de réalisation de plus de CHF 30'000'000.00 n'est pas anodin, même pour Vernier. C'est pourquoi j'aimerais prononcer ces quelques mots.

Le projet a été présenté en détail à la commission, non seulement le projet final mais également toutes les discussions qui ont mené à sa réalisation.

La commission a bien compris que le résultat final découle d'une discussion approfondie avec l'ensemble des acteurs concernés par ce bâtiment. Il y a un club de football, le parascolaire, les écoles. Bref, nous avons bien compris qu'il s'agissait d'une réflexion assez globale sur ces sujets liés à la famille.

La commission a été sensible à ces arguments et au projet final, cela se voit dans son vote unanime en faveur de cette DA.

Merci.

**Mme COVER, Présidente :** merci.

M. NOBS, vous avez la parole.

**M. NOBS :** merci Mme la Présidente.

Comme je ne fais pas partie de cette commission, j'ai relu attentivement le procès-verbal de cette dernière et j'ai constaté que le point avait été traité un petit peu rapidement. Il a été traité entre 20h23 et 20h35. Il s'en est fallu de douze minutes à la commission pour voter un crédit de CHF 31'750'000.00, une somme, comme le relevait le rapporteur de majorité, qui n'est pas anodine et surtout pas pour Vernier.

Sans m'opposer frontalement au projet, j'ai trouvé qu'il a manqué dans ce rapport des éléments concernant les impacts qu'impliquera cette réalisation sur les charges futures de la Commune.

J'estimerais opportun que le projet soit renvoyé en commission, celle des finances, de l'économie et de l'administration, pour avoir un retour sur les nouvelles charges que cette réalisation va engendrer ou diminuer, car on peut imaginer qu'elle va influencer favorablement les charges.

Merci Mme la Présidente.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. BRON, vous avez la parole.

**M. BRON** : merci Mme la Présidente.

C'est surtout pour rappeler à ce Conseil que les enseignants d'Avanchet-Jura voyaient au départ d'un mauvais œil ce projet, parce qu'il prenait place sur le parking des enseignants.

Des bruits que j'ai entendus des enseignants d'Avanchet-Jura, ceux-ci se réjouissent de voir qu'il a été possible d'intégrer un parking souterrain dans le projet, ce qui fera aussi beaucoup de bien aux habitants de la cité des Avanchets.

Le PLR soutiendra ce texte ce soir.

Nous avons reçu toutes les explications sur les aspects financiers relevés par M. NOBS lors de l'étude de la DA, qui était certes rapide ; nous avons été informés de l'avancée du projet.

Je crois que nous pouvons faire confiance à l'Administration et au Conseil administratif.

Comme autorité de surveillance, nous surveillerons que les travaux soient menés à terme et dans le respect des normes.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. MARIN, vous avez la parole.

**M. MARIN** : merci Mme la Présidente.

Effectivement, j'entends les remarques de mon collègue concernant l'absence des frais qu'entraînera ce projet dans le rapport.

Ces frais figurent dans le texte de la délibération administrative qui est disponible au public. Il y a le budget, les coûts connexes, le plan pluriannuel des investissements, etc. Je ne vais pas les détailler ici.

Quand j'ai réalisé ce rapport, je ne voulais tout simplement pas faire de doublon vis-à-vis de ce qui est déjà indiqué dans la DA. Je voulais fournir un rapport synthétique qui ressorte de la présentation et des discussions qui ont eu lieu en commission, c'est pour cela que le rapport ne comporte pas ces informations mais elles se trouvent dans le texte de la DA qui est public.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. BUSCHBECK, vous avez la parole.

**M. BUSCHBECK, Conseiller administratif** : je vous remercie.

L'essentiel a été dit mais permettez-moi, au nom du Conseil administratif, de prononcer quelques mots.

Tout d'abord, sur la demande de renvoi en commission. Ce serait effectivement inopportun compte tenu que ce projet a été largement travaillé au sein de l'Administration.

Je vous avouerai que j'ai moi-même été surpris par la vitesse à laquelle la DA a été traitée en commission, puisque nous étions à disposition. J'étais accompagné de six collaborateurs, de plusieurs chefs de service et de Secrétaires généraux adjoints pour répondre à toutes les questions des commissaires.

Les questions n'ont pas été posées. La commission avait manifestement confiance en ce projet et avait pris connaissance de la délibération administrative y relative.

Comme cela a été dit, les questions que vous vous posez actuellement sur les coûts de fonctionnement sont détaillés en page 10 de la délibération.

Il serait vraiment dommageable de repousser ce projet qui, je me permets de le rappeler, répondra à un certain nombre de besoins exprimés par la population des Avanchets, notamment une augmentation des places de crèche, un confort supplémentaire pour l'accueil du GIAP, pour la ludothèque, pour la bibliothèque, pour le FC Avanchet-Sport, avec des vestiaires et des lieux de réunion.

Pour toutes ces raisons, nous vous invitons ce soir à voter ce projet, pour que Les Avanchets puissent bénéficier de ce lieu dont ils ont bien besoin dans les meilleurs délais.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

Mme MÜLLER, vous avez la parole.

**Mme MÜLLER** : merci Mme la Présidente.

Je ne me souviens plus tellement de ce qui a été dit lors de cette commission, bien que j'y étais, et peut-être que d'autres personnes ici se posent la même question que moi mais, là, il s'agit de voter un crédit d'étude et de réalisation.

Nous avons pour habitude de voter d'abord le crédit d'étude et ensuite le crédit de réalisation. Là, c'est deux en un.

Est-ce que je pourrais avoir quelques informations par rapport à cela ?

**Mme COVER, Présidente** : merci.

Qui veut répondre ? M. BUSCHBECK.

**M. BUSCHBECK, Conseiller administratif** : merci Mme la Présidente.

Cette question a été sciemment évoquée dans la DA. Il y avait déjà eu un crédit d'étude sur cette délibération et il s'agit d'un crédit d'étude complémentaire qui sera adjoint au premier crédit d'étude voté il y a dix-huit mois.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

Y a-t-il d'autres demandes de parole ? M. NOBS.

**M. NOBS** : merci Mme la Présidente.

Sans vouloir allonger les débats, je maintiens ma demande de renvoi en commission. J'ai effectivement vu que les coûts connexes étaient présentés dans le projet déposé, mais je pense qu'il serait sage de faire un petit tour par la commission des finances, de l'économie et de l'administration qui est plus habilitée à traiter de questions financières.

**Mme COVER, Présidente** : merci M. NOBS.

Nous passons au vote.

Celles et ceux qui acceptent le renvoi en commission des finances, de l'économie et de l'administration de la DA 420 – 25.03 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

**Le renvoi en commission des finances, de l'économie et de l'administration de la délibération administrative DA 420 – 25.03, Crédit d'étude et de réalisation de CHF 31'750'000.00 pour la construction du bâtiment Espace Familles situé sur la parcelle 5021 dans le quartier des Avanchets, est refusé par 15 NON (9 SOCIALISTES, 5 VERT.E.S, 1 ALTERNATIVE), 8 OUI (2 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 2 MCG, 1 PLR, 2 UDC, 1 I) et 1 abstention (1 PLR).**

**Mme COVER, Présidente** : M. le Secrétaire, je vous laisse lire les invites.

**M. BRON, Secrétaire** :

#### ***Délibération du Conseil municipal de Vernier***

*relative à un*

#### ***CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 31'750'000.00 POUR LA CONSTRUCTION DU BÂTIMENT ESPACE FAMILLES SITUÉ SUR LA PARCELLE 5021 DANS LE QUARTIER DES AVANCHETS***

*Conformément à l'art. 30, al. 1, let. e et m de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984 ;*

*vu l'exposé de motifs :*

*vu le rapport de la commission des bâtiments et de l'énergie du 25 mars 2025 ;*

*sur proposition du Conseil administratif ;*

*le Conseil municipal*

#### ***décide***

- 1 *d'ouvrir au Conseil administratif un crédit d'étude et de réalisation de CHF 31'750'000.00 destiné à financer la construction du bâtiment Espace Familles situé sur la parcelle 5021 de Vernier dans le quartier des Avanchets ;*

- 2 de comptabiliser les dépenses pour un montant de CHF 31'750'000.00 dans le compte des investissements puis de porter à l'actif du bilan de la Ville de Vernier, dans le patrimoine administratif ;
- 3 d'amortir la dépense de CHF 31'750'000.00 au moyen de 30 annuités qui figureront au budget de fonctionnement sous la rubrique n° 02.33 dès la première année d'utilisation du bien estimée à 2028.

**Mme COVER, Présidente** : merci M. le Secrétaire.

Nous pouvons passer au vote.

Celles et ceux qui acceptent la DA 420 – 25.03 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent.  
Le vote est lancé.

**La délibération administrative DA 420 – 25.03, Crédit d'étude et de réalisation de CHF 31'750'000.00 pour la construction du bâtiment Espace Familles situé sur la parcelle 5021 dans le quartier des Avanchets, est acceptée par 20 OUI (9 SOCIALISTES, 5 VERT.E.S, 1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 1 ALTERNATIVE, 2 PLR, 1 UDC, 1 I) et 4 abstentions (1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 2 MCG, 1 UDC).**

**Mme COVER, Présidente** : nous passons au point suivant.

- 5.B) BOUCLEMENTS DE CRÉDITS DIVERS (DA 010 – 20.06 CRÉDIT DE RÉALISATION DE CHF 2'780'000.00 POUR LA RÉFECTION ÉNERGÉTIQUE D'INSTALLATIONS CVSE AINSI QUE LA RÉNOVATION DE LA CUISINE ET DE TRAVAUX D'ENTRETIEN EXTÉRIEURS DU RESTAURANT DE LA PISCINE DU LIGNON / DM 184 – 22.06 CRÉDIT DE RÉALISATION DE CHF 285'000.00 POUR LES TRAVAUX DE LA SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL – PARTIE TECHNIQUE / DA 314 – 24.01 CRÉDIT DE RÉALISATION DE CHF 200'000.00 POUR LA CRÉATION D'UN PRÉAU COUVERT À L'ÉCOLE DE POUSSY SIS CHEMIN DE POUSSY 46 À VERNIER / DA 180 – 16.12 CRÉDIT POUR LA RÉNOVATION DE L'ÉCLAIRAGE DES SALLES DE GYMNASTIQUE DES ÉCOLES D'AVANCHET-SELEVE ET DES LIBELLULES / DA 302 – 18.02 CRÉDIT BRUT DE CHF 493'500.00 POUR LE REMPLACEMENT DE LA PANOPLIE DE CHAUFFAGE DANS LES ÉCOLES D'AVANCHET-SALÈVE ET DES LIBELLULES / 417 – 19.05 CRÉDIT DE RÉALISATION DE CHF 200'000.00 POUR LE REMPLACEMENT DE LA CHAUDIÈRE – MAISON D'IVERNIS / DA 521 – 20.03 CRÉDIT DE RÉALISATION DE CHF 345'000.00 POUR LE REMPLACEMENT DES TABLEAUX ÉLECTRIQUES DE L'ÉCOLE AVANCHET-JURA / DA 611 – 15.03 CRÉDIT POUR LA RÉNOVATION DES TABLEAUX ÉLECTRIQUES DE L'ÉCOLE AVANCHET-SALÈVE / DA 306 – 18.03 CRÉDIT BRUT DE CHF 1'810'000.00 POUR L'AMÉNAGEMENT D'UN ESPACE DE VIE ENFANTINE DANS L'IMMEUBLE FMCV/PITTET, RUE JEAN-SIMONET / DA 354 – 18.11 CRÉDIT BRUT DE CHF 224'000.00 POUR L'ÉQUIPEMENT INITIAL DE L'EVE JEAN-SIMONET) (M. MARIN, RAPPORTEUR D'INFORMATION)**

---

*Rapport d'information de la commission des bâtiments et de l'énergie du 25 mars 2025*

*Rapporteur d'information : Pablo MARIN*



## BOUCLEMENTS DE CRÉDITS DIVERS

Mme MEICHTRY PINHO, Cheffe du service des bâtiments, présente différents bouclements de crédits :

DA 010 – 20.06 Crédit de réalisation de CHF 2'780'000.00 pour la réfection énergétique d'installations CVSE ainsi que la rénovation de la cuisine et de travaux d'entretien extérieurs du restaurant de la piscine du Lignon

Un total de CHF 3'146'828.00 a été dépensé pour cette DA. À noter qu'un crédit complémentaire de CHF 426.000.00 (DA 147 – 22.02, portant le total voté à CHF 3'206'000.00) a été voté, ce qui laisse un disponible de **CHF 59'172.00**. Une subvention de CHF 130'000.00 a été reçue.

DM 184 – 22.06 Crédit de réalisation de CHF 285'000.00 pour les travaux de la salle du Conseil municipal - partie technique

Un total de CHF 259'217.00 a été dépensé pour cette DM, ce qui laisse un disponible de **CHF 25'783.00**.

DA 314 – 24.01 Crédit de réalisation de CHF 200'000.00 pour la création d'un préau couvert à l'école de Poussy sis chemin de Poussy 46 à Vernier

Un total de CHF 198'951.00 a été dépensé pour cette DA, ce qui laisse un disponible de **CHF 1'049.00**.

DA 180 - 16.12 Crédit pour la rénovation de l'éclairage des salles de gymnastique des écoles d'Avanchet-Salève et des Libellules

Le montant de la DA s'élevait à CHF 136'000.00. Un total de CHF 120'333.00 a été dépensé, ce qui laisse un disponible de **CHF 15'667.00**.

DA 302 – 18.02 Crédit brut de CHF 493'500.00 pour le remplacement de la panoplie de chauffage dans les écoles d'Avanchet-Salève et des Libellules

Un total de CHF 484'657.00 a été dépensé pour cette DA, ce qui laisse un disponible de **CHF 8'843.00**.

DA 417 – 19.05 Crédit de réalisation de CHF 200'000.00 pour le remplacement de la chaudière – Maison d'Ivernois

Un total de CHF 140'249.00 a été dépensé pour cette DA, ce qui laisse un disponible de **CHF 59'751.00**. À noter qu'une subvention de CHF 28'977.00 a été reçue.

DA 521 – 20.03 Crédit de réalisation de CHF 345'000.00 pour le remplacement des tableaux électriques de l'école Avanchet-Jura

*Un total de CHF 295'365.00 a été dépensé pour cette DA, ce qui laisse un disponible de **CHF 49'635.00**.*

*DA 611 – 15.03 Crédit pour la rénovation des tableaux électriques de l'école Avanchet-Salève*

*Le montant de la DA s'élevait à CHF 520'000.00. Un total de CHF 347'741.00 a été dépensé, ce qui laisse un disponible de **CHF 172'259.00**.*

*DA 306 – 18.03 Crédit brut de CHF 1'810'000.00 pour l'aménagement d'un espace de vie enfantine dans l'immeuble FMCV/PITTET, rue Jean-Simonet*

*Un total de CHF 1'671'661.00 a été dépensé pour cette DA, ce qui laisse un disponible de **CHF 138'339.00**.*

*DA 354 – 18.11 Crédit brut de CHF 224'000.00 pour l'équipement initial de l'EVE Jean-Simonet*

*Un total de CHF 222'305.00 a été dépensé pour cette DA, ce qui laisse un disponible de **CHF 1'695.00**. À noter qu'une subvention de CHF 160'000.00 a été reçue.*

*Un commissaire (VERT-E-S) remercie l'administration pour sa transparence et son excellente gestion.*

*Un commissaire (SOC) remarque un disponible conséquent sur la DA 611 – 15.03. Mme MEICHTRY PINHO rappelle que le projet avait été déposé par Mme ROSSIER, du Service des bâtiments. Il est possible que les travaux aient été surestimés. Sans explication plus fine, elle confirme néanmoins que les travaux ont bien été réalisés.*

*Un commissaire (SOC) remercie l'administration pour les économies ainsi réalisées sur ces crédits. Il demande d'où viennent les différentes subventions mentionnées. Mme MEICHTRY PINHO précise que, lors de travaux touchant aux infrastructures énergétiques ou d'ampleur conséquente, la Commune se renseigne auprès du Canton et d'autres organismes pour savoir si une subvention peut être demandée.*

**Mme COVER, Présidente :** M. MARIN, vous étiez rapporteur d'information. Avez-vous quelque chose à ajouter ? Cela ne semble pas être le cas.

Nous passons au point 6) de l'ordre du jour.

---

**6. RAPPORTS DE LA COMMISSION DU GÉNIE CIVIL ET DES ÉQUIPEMENTS**

---

**6.A) CRÉDIT BRUT DE CHF 235'000.00 TTC DESTINÉ À LA RÉALISATION DE COURS DE RÉCRÉATION ET DE JEUX PROCHES DE LA NATURE POUR LES ÉCOLES AVANCHET-SALÈVE ET AVANCHET-JURA (DA 421 - 25.03) (M. MARIN, RAPPORTEUR)**

---

*Rapport de la commission du génie civil et des équipements du 25 mars 2025*

Rapporteur : Pablo MARIN

**DA 421 – 25.03 CRÉDIT BRUT DE CHF 235'000.00 TTC DESTINÉ À LA RÉALISATION DE COURS DE RÉCRÉATION ET DE JEUX PROCHES DE LA NATURE POUR LES ÉCOLES AVANCHET-SALÈVE ET AVANCHET-JURA**

La présente DA, préparée par M. DESTANNES, Technicien en génie civil au Service de l'environnement urbain (SEU), est présentée par M. BUSCHBECK, Conseiller administratif et M. BAVAREL, Chef de projets nature en ville au SEU, en remplacement de M. DESTANNES, absent.

Le projet de création de jeux proches de la nature dans les écoles susmentionnées trouve son origine auprès de la Fondation Roger Federer qui, avec la coopération de la Fondation RADIX, soutient la création de tels aménagements dans les cours d'école de zones socio-économiquement désavantagées. Ces projets devant être portés directement par les écoles même, c'est en 2023 que les deux établissements mentionnés ont déposé auprès de la Fondation RADIX de tels projets, qui ont reçu le soutien de la Ville de Vernier, et mené à la signature par les trois parties d'une convention en 2024. Le détail des avant-projets déposés se trouve dans le texte de la DA idoine ; ces derniers comprennent l'installation de jeux et d'aménagements végétalisés et d'arbres, le tout ayant pour objectif de créer davantage d'ombre sur ces cours de récréation au revêtement essentiellement minéral.

Il est à relever que ces projets s'inscrivent parfaitement dans la continuité d'une étude menée depuis fin 2024 par le bureau Atelier nature et paysage (ATNP), sur mandat de la Ville, ayant pour objectif de procéder à un état des lieux des quinze cours d'école verniolanes en vue de leur réaménagement pour lutter contre les îlots de chaleur. Cette étude permettant à terme de parvenir à une priorisation des différents aménagements en fonction de la situation.

Le SEU a procédé à la faisabilité technique des avant-projets des deux écoles et proposé un budget estimatif, intégré au Plan pluriannuel des investissements (PPI) 2025. Le montant estimé des travaux s'élève à CHF 235'000.00 TTC pour les deux cours d'école, sachant que la Fondation Roger Federer subventionnera chaque projet à hauteur de CHF 40'000.00, ce qui mène à un coût total de CHF 155'000.00 TTC à la charge de la Ville. Les coûts connexes s'élevant à CHF 20'600.00 annuels, répartis entre les amortissements, les intérêts et l'entretien.

Suite à cette présentation, un commissaire (PLR) demande si les arbres plantés à Avanchet-Jura sépareront le terrain de football du reste de la cour. Il s'inquiète d'une éventuelle emprise des aménagements sur terrain privé et demande si les propriétaires ont été approchés. M. BAVAREL confirme que les aménagements sont rigoureusement situés sur des terrains communaux. Il précise que les projets émanent des écoles, que la construction de gradins a été discutée avec elles et que le terrain de football ne sera pas réduit, sachant qu'une demande allant dans le sens d'un dégenrage des cours d'école a été formulée. Enfin, la possibilité de financements alternatifs peut être discutée avec la Fondation Roger Fédérer, mais on ignore si les privés pourront participer.

Un commissaire (VERT.E.S) demande si la baisse des températures qu'entraînera le réaménagement des cours d'école a été calculée. M. BAVAREL répond que sur la base du Plan canopée du Grand Lyon, des arbres adéquatement arrosés peuvent provoquer une diminution de la température de plus de huit degrés Celsius sur une surface bétonnée. Également, l'albédo (clarté du sol) entre en jeu dans le calcul de cette diminution. Les effets sont donc importants et prennent tout leur sens, sachant que les cours d'école sont accessibles aux enfants et à leurs familles en dehors des heures scolaires.

Une commissaire (MCG) s'inquiète du risque de vandalisme sur ces jeux végétalisés. Elle ajoute que des jeux pour les tout petits (moins de quatre ans) seraient bienvenus et que le patrimoine arboré des cours

*d'école n'est pas bien entretenu par rapport au reste de la cité des Avanchets. M. BAVAREL répond que des interrogations techniques ont été formulées quant à la durabilité et la résistance de cabanes en osier, prévues dans un des projets. Concernant les jeux en saule, il rassure en précisant qu'un saule vivant est gorgé d'eau et donc difficilement inflammable. Dans tous les cas, des boutures de saule sont déjà préparées afin de pouvoir procéder à l'entretien des jeux, le cas échéant. Quant à l'entretien des arbres, il est confié à une entreprise tierce, mais il est entendu que ce dernier doit être qualitatif, la décision revenant au Conseil administratif. M. BUSCHBECK précise que, s'agissant de cours d'école avant tout, l'installation de jeux destinés aux tout petits n'est pas abordée, mais qu'ils sont techniquement réalisables, ainsi qu'on peut le voir à l'EVE Bourquin. Enfin, l'entretien est confié, pour des raisons pratiques, à la même entreprise mandatée par les propriétaires privés des Avanchets.*

*Un commissaire (PLR) relève le manque de terrains en mains publiques aux Avanchets : la situation ne sera donc pas réglée avec la présente DA. Il se demande si le futur bâtiment Espace Familles permettra de répondre à ce besoin.*

*Un commissaire (SOC) demande comment cette DA s'articulera avec l'étude du bureau ATNP mentionnée en début de présentation. M. BAVAREL rappelle que cette étude touche l'intégralité des cours d'école de la Ville de Vernier, et la DA ne concerne qu'une partie de deux cours d'école bien spécifiques. En fait, l'étude permettra de dire quelles cours devront être aménagées en priorité, sans remettre en question les projets discutés ici.*

*Au terme de la discussion, la DA 421 – 25.03, Crédit brut de CHF 235'000.00 TTC destiné à la réalisation de cours de récréation et de jeux proches de la nature pour les écoles Avanchet-Salève et Avanchet-Jura, est ACCEPTEE par 10 OUI (3 SOCIALISTES, 2 LES VERT.E.S, 2 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 PLR, et 1 UDC) et 1 abstention (1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX).*

**Mme COVER, Présidente** : ce projet de DA a été accepté par 10 OUI et 1 abstention en commission.

M. MARIN, vous étiez rapporteur. Avez-vous quelque chose à ajouter ? Cela ne semble pas être le cas.

M. NOBS, vous avez la parole.

**M. NOBS** : merci Mme la Présidente.

Pour ne rien vous cacher, l'abstention c'était moi.

Sans être opposé au projet, on peut quand même relever le nombre très élevé d'inconnues qu'il comporte.

D'abord, vous savez que le crédit découle d'un engagement du Conseil administratif, pas du Conseil administratif actuel mais du Conseil administratif en 2016, soit il y a près de dix ans.

On peut se poser légitimement la question de savoir si le projet est encore actuel.

Ensuite, on nous dit que les CFF vont utiliser la parcelle pour leur chantier...

**Mme COVER, Présidente** : M. NOBS, ce n'est pas ce point-là. Nous sommes au point de la DA 421 – 25.03.

Y a-t-il des demandes de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

M. le Secrétaire, pouvez-vous nous lire le décide ?

**M. BRON, Secrétaire :**

***Délibération du Conseil municipal de Vernier***

*relative à un*

***CRÉDIT BRUT DE CHF 235'000.00 TTC DESTINÉ À LA RÉALISATION DE COURS DE RÉCRÉATION ET DE JEUX PROCHES DE LA NATURE POUR LES ÉCOLES AVANCHET-SALÈVE ET AVANCHET-JURA***

*Vu l'article 30, alinéa 1, lettre e, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 ;*

*vu la volonté de la Ville de Vernier de renouveler et sécuriser ses places de jeux ;*

*vu l'exposé des motifs ;*

*vu le rapport de la commission du génie civil et des équipements du 25 mars 2025 ;*

*sur proposition du Conseil administratif ;*

*le Conseil municipal*

***décide***

- 1 d'ouvrir au Conseil administratif un crédit de CHF 235'000.00 TTC destiné à financer les travaux nécessaires à la réalisation de cours de récréation et de jeux proches de la nature pour les écoles Avanchet-Salève et Avanchet-Jura ;***
- 2 de prendre acte qu'une subvention de CHF 80'000.00 TTC sera versée par la Fondation Roger Federer ;***
- 3 de comptabiliser la dépense nette de CHF 155'000.00 TTC dans le compte des investissements, puis de la porter à l'actif du bilan de la Ville de Vernier, dans le patrimoine administratif ;***
- 4 d'amortir la dépense nette de CHF 155'000.00 TTC au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de fonctionnement sous la rubrique n°21.33 dès la fin des travaux, estimée à 2025.***

**Mme COVER, Présidente :** merci M. le Secrétaire.

Nous passons au vote.

Celles et ceux qui acceptent la DA 421 – 25.03 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent.  
Le vote est lancé.

**La délibération administrative DA 421 – 25.03, Crédit brut de CHF 235'000.00 TTC destiné à la réalisation de cours de récréation et de jeux proches de la nature pour les écoles Avanchet-Salève et Avanchet-Jura, est acceptée par 24 OUI, soit à l'unanimité.**

**Mme COVER, Présidente** : nous passons au point suivant.

**6.B) CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 275'000.00 TTC DESTINÉ À LA MISE EN ŒUVRE D'UN DISPOSITIF DE RÉCUPÉRATION ET DE VALORISATION DES EAUX DE PLUIE SUR LE SITE DU CENTRE D'ENTRETIEN COMMUNAL DE VERNIER – CEV (DA 423 - 25.03) (M. BRON, RAPPORTEUR)**

---

***Rapport de la commission du génie civil et des équipements du 25 mars 2025***

*Rapporteur : Gilles-Olivier BRON*

***DA 423 – 25.03 CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 275'000.00 TTC DESTINÉ À LA MISE EN ŒUVRE D'UN DISPOSITIF DE RÉCUPÉRATION ET DE VALORISATION DES EAUX DE PLUIE SUR LE SITE DU CENTRE D'ENTRETIEN COMMUNAL DE VERNIER - CEV***

*M. BUSCHBECK, Conseiller administratif, indique que la présente DA répond indirectement à la motion M 283 A - 24.03, votée par le Conseil municipal en mars 2024 et invitant le Conseil administratif notamment « à mettre en œuvre des mécanismes de récupération de l'eau de pluie et à utiliser cette eau aux fins d'arrosage public ».*

*M. LABOURIER, ingénieur civil – chef de projets au Service de l'aménagement (SAM), présente la DA. Elle a été déposée après une étude préliminaire du SAM sur l'utilisation d'eau par le Service de l'environnement urbain (SEU) et du potentiel de récupération des eaux pluviales. Le SEU utilise environ 3'500 m<sup>3</sup> d'eau par année pour l'arrosage des espaces verts et des plantes cultivées dans les serres horticoles, pour le lavage de la voirie et du mobilier urbain, pour l'aire de lavage du CEV et les ateliers, et la consommation domestique (usage du personnel au CEV). Les serres horticoles disposent déjà d'une citerne de récupération des eaux d'une capacité de 60 m<sup>3</sup>, ce qui couvre en quasi-totalité les besoins des cultures sous serres. L'étude de site a fait ressortir qu'un bassin de rétention de 170 m<sup>3</sup> a été créé en 1977 sous le bâtiment de stockage des tables et bancs, bassin qui n'aurait jamais servi jusque-là.*

*Le projet développé consiste à récupérer les eaux pluviales pour réduire la consommation d'eau du SEU et de les utiliser pour les nettoyages de la voirie, le lavage du matériel et l'arrosage des espaces verts. Il est cependant renoncé à l'utiliser pour certains usages domestiques (WC, lavage des chaussures des employés), ce qui impliquerait en cas contraire de mettre en œuvre un dédoublement des réseaux au sein des bâtiments du CEV, complexe et coûteux.*

*L'aire de lavage consomme mensuellement une soixantaine de m<sup>3</sup>, stable tout au long de l'année. Entre mai et octobre, s'ajoute une consommation supplémentaire d'environ 150 m<sup>3</sup>, avant tout pour l'arrosage des espaces verts. Avec ce projet, c'est un potentiel de 1'070 m<sup>3</sup> qui pourrait être réutilisé annuellement, ce qui équivaldrait à une réduction de 30% de la consommation d'eau potable par le SEU ; 40% du potentiel de récupération serait couvert durant les mois d'été. D'après une simulation basée sur la pluviométrie des années 2014-2023, le projet aurait couvert les 64% des besoins du service. L'un des autres avantages du projet serait la quasi-suppression des rejets d'eaux pluviales vers les collecteurs d'assainissement.*

Le projet consiste à réhabiliter le bassin de rétention sous l'édifice de stockage des bancs et tables, et de ne l'alimenter qu'avec les eaux pluviales récoltées sur les toits du site (surface d'environ 1'400 m<sup>2</sup>). Ceci permettra de garantir une certaine qualité de l'eau récupérée, les eaux de chaussée du CEV pouvant être contaminées par divers résidus de caoutchouc, de métaux (Cu, Zn, Cd, etc.), d'hydrocarbures et de sel de déverglaçage utilisés sur le site. À noter qu'il n'est pas prévu de récupérer les eaux de toiture du Bâtiment de la sécurité (BSV).

Pour ce faire, le bassin de rétention sera vidangé et nettoyé par hydrocurage, les raccordements inutiles étant condamnés et étanchés. Il faudra aussi déconnecter le réseau d'évacuation des eaux de chaussée qui aboutit dans ledit bassin. Une canalisation DN300 sera créée entre le bâtiment des ateliers et le bassin de stockage. Un point de distribution d'eau recyclée sera installé vers le portail principal pour remplir simultanément deux camions avec citerne (balayeuses et citernes d'arrosage). Pour le surplus, M. LABOURIER renvoie les commissaires à la figure 4, en page 5 de la DA.

En cas de vote par le Conseil municipal au mois d'avril, le calendrier prévu est la finalisation de l'avant-projet et des appels d'offres des fournisseurs d'ici à juin, pour l'établissement du projet définitif en juillet ; les autorisations de construire seraient délivrées d'ici octobre, pour la réalisation des travaux en novembre-décembre 2025.

Les coûts, d'un montant HT de CHF 254'000.00 se répartissent ainsi :

Adaptation et réhabilitation du bassin de rétention existant :	CHF 38'000.00
Installation de pompage et de distribution d'eau :	CHF 64'000.00
Modification du réseau de collecte des eaux pluviales :	CHF 105'000.00
Honoraires ingénieurs :	CHF 47'000.00
Montant auquel il faut ajouter la T.V.A. à 8,1% (CHF 20'574.00), soit un <b>total arrondi à CHF 275'000.00.</b>	

Le projet permettant une réduction de la consommation d'eau potable, il est éligible à une subvention du Fonds énergie des collectivités publiques (L 2 40, art. 3). Si le comité technique dudit fonds a d'ores et déjà validé le principe d'un financement, le montant de la subvention sera connu ultérieurement, probablement à hauteur de 40%, soit environ CHF 110'000.00 TTC.

Après la présentation par M. LABOURIER, les commissaires posent quelques questions, qui tournent principalement autour de l'inutilisation du bassin de rétention depuis sa création. MM. BUSCHBECK et LABOURIER répondent que l'administration l'a redécouvert dernièrement, au moment de l'étude. Quelques hypothèses sont faites. À la création du CEV, la zone industrielle ZIMOGA n'existait pas et il n'y avait donc aucune zone d'assainissement des eaux, celles-ci étant pompées et relevées sur la route de Montfleury – il se pourrait donc que le bassin avait été prévu en cas d'événement pluviométrique exceptionnel pour faire tampon. Un commissaire (LE CENTRE-VL) croit se souvenir qu'il y avait un problème d'humidité à cet endroit, tandis qu'un commissaire (SOC) rappelle que le niveau des nappes phréatiques était plus haut avant la création du tunnel autoroutier de Vernier.

Une autre série de remarques et de questions tourne autour de la récupération d'eaux pluviales en été, lorsque la demande est la plus forte. M. LABOURIER répond que les eaux pluviales sont en effet peu adaptées pour l'arrosage, en raison même de la saisonnalité, mais que la force de ce projet est qu'il se situe sur un site technique avec des aires de lavage, ce qui permettra de valoriser l'eau récupérée et de réduire la consommation en hiver.

Un commissaire (ALTERNATIVE) demande combien est facturée l'eau à la Commune. Réponse est faite qu'elle est facturée à environ CHF 4.00/m<sup>3</sup>, soit CHF 7.00/m<sup>3</sup> en ajoutant les taxes d'assainissement. Le coût de revient du projet sera d'environ CHF 6.00/m<sup>3</sup> : pas de gain économique probant donc, mais un plus pour l'environnement grâce à la réduction de consommation d'eau potable.

AU VOTE :

*La DA 423 – 25.03 « Crédit d'étude et de réalisation de CHF 275'000.00 TTC destiné à la mise en œuvre d'un dispositif de récupération et de valorisation des eaux de pluie sur le site du Centre d'entretien communal de Vernier - CEV » est ACCEPTÉE à l'unanimité (3 SOC, 2 VERT.E.S, 2 MCG, 1 PLR, 1 ALTERNATIVE, 1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX et 1 UDC).*

**Mme COVER, Présidente** : cette DA a été acceptée à l'unanimité en commission.

M. BRON, vous étiez rapporteur. Avez-vous quelque chose à ajouter ?

**M. BRON** : rien du tout, Mme la Présidente.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

Y a-t-il des demandes de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

M. le Secrétaire, pouvez-vous nous lire le décide ?

**M. BRON, Secrétaire** :

**Délibération du Conseil municipal de Vernier**

*relative à un*

**CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 275'000.00 TTC DESTINÉ À LA MISE EN ŒUVRE D'UN DISPOSITIF DE RÉCUPÉRATION ET DE VALORISATION DES EAUX DE PLUIE SUR LE SITE DU CENTRE D'ENTRETIEN COMMUNAL DE VERNIER - CEV**

*vu les devis estimatifs prévisionnels établis par le Service de l'aménagement ;*

*vu le rapport de la commission du génie civil et des équipements du 25 mars 2025 ;*

*vu l'exposé des motifs ;*

*conformément aux articles 30 et 50 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 et aux articles 89 et suivants et 95 et suivants de la loi sur les eaux (LEaux-GEL 2 05) ;*

*sur proposition du Conseil administratif ;*

*le Conseil municipal*

**décide**

- 1 d'ouvrir au Conseil administratif un crédit d'étude et de réalisation de CHF 275'000.00 TTC destiné à la mise en œuvre d'un système de récupération et de valorisation des eaux pluviales sur le site du Centre d'entretien communal – CEV ;
- 2 de prendre acte qu'une subvention d'un montant minimum CHF 110'000.00 TTC sera demandée au Fonds énergie des collectivités publiques ;



- 3 *de comptabiliser les dépenses pour un montant de CHF 275'000.00 TTC et les recettes pour un montant de CHF 110'000.00 TTC dans le compte des investissements, puis de porter la dépense nette de CHF 165'000.00 TTC à l'actif du bilan de la Ville de Vernier, dans le patrimoine administratif ;*
- 4 *d'amortir la dépense nette de CHF 165'000.00 TTC relative aux travaux de création du système de récupération des eaux pluviales au moyen de 10 annuités, sous la rubrique n° 72.33, dès la première année d'utilisation du bien estimée à 2026.*

**M. BRON** : j'en ai terminé, Mme la Présidente.

**Mme COVER, Présidente** : merci M. le Secrétaire.

Nous pouvons passer au vote.

Celles et ceux qui acceptent la DA 423 – 25.03 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

**La délibération administrative DA 423 – 25.03, Crédit de réalisation de CHF 275'000.00 TTC destiné à la mise en œuvre d'un dispositif de récupération et de valorisation des eaux de pluie sur le site du Centre d'entretien communal de Vernier – CEV, est acceptée par 24 OUI, soit à l'unanimité.**

**Mme COVER, Présidente** : nous passons au point 7) de l'ordre du jour.

## **7. RAPPORTS DE LA COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA MOBILITÉ**

### **7.A) CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 680'000.00 TTC POUR LA DÉMOLITION ET LE DÉSAMANTAGE AINSI QUE L'AMÉNAGEMENT PROVISOIRE DE LA PARCELLE 5999, QUARTIER DE L'ÉTANG (DA 424 – 25.03) (M. ANGELOZ, RAPPORTEUR)**

*Rapport de la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité du  
1<sup>er</sup> avril 2025*

*Rapporteur : Claude ANGELOZ*

**DA 424 – 25.03 CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 680'000.00 TTC POUR LA DÉMOLITION ET LE DÉSAMANTAGE AINSI QUE L'AMÉNAGEMENT PROVISOIRE DE LA PARCELLE 5999, QUARTIER DE L'ÉTANG**

*Mme MÜLLER-KLUIJTMANS, urbaniste-chef de projets au Service de l'aménagement (SAM), rappelle que la parcelle 5999 se situe à l'angle de l'avenue de l'Étang et du chemin Philibert-de-Sauvage. Cette dernière avait été utilisée pour les travaux du quartier de l'Étang et elle sera prochainement cédée à la Ville de Vernier dans le cadre des accords conclus dans la convention tripartite signée en 2016 entre le promoteur PG PROMOTORS, l'État de Genève et la Ville de Vernier.*

*Mais il est fort probable que cette parcelle soit utilisée d'ici 5 à 10 ans par les CFF pour les besoins du chantier de la gare souterraine de Cornavin, et au plus tôt en 2030.*

*Durant cette période de transition, cette parcelle peut être aménagée de manière provisoire en attendant l'aménagement définitif, soit une fois que les travaux de la gare Cornavin seront finalisés.*

*Mme MÜLLER-KLUIJTMANS relève que l'enjeu principal est de réaliser un aménagement qui réponde prioritairement aux besoins des jeunes du quartier de l'Étang, mais avec une polyvalence et une ouverture à d'autres tranches d'âge. Cette infrastructure doit favoriser les rencontres entre différents publics.*

*Les objectifs de cet aménagement sont de proposer une installation complémentaire aux espaces publics existants dans le quartier de l'Étang et de créer un espace ouvert au public propice à la rencontre, à l'appropriation par les adolescents et les jeunes adultes du quartier, de sécuriser cette parcelle actuellement en friche et de permettre un accès aux véhicules de service pour la collecte des déchets.*

*Elle signale qu'il faudra veiller à ce que cet aménagement n'engendre pas des nuisances excessives pour les riverains, notamment ceux qui sont en zone villa, par exemple en renonçant ou en limitant l'éclairage de cet espace. Les matériaux seront choisis pour éviter tout bruit à l'usage.*

*Elle ajoute que l'aménagement devra être facilement démontable pour répondre à l'exigence des CFF, qui demandent une libération sous 3 mois. Dès lors, aucun arbre ne sera planté.*

*Elle développe ensuite les différentes phases prévues pour le crédit d'étude et de réalisation, soit :*

- 1 Sélection d'un mandataire architecte-paysagiste et lancement de la consultation auprès des publics visés (jeunes adultes et adolescents). Consultation pilotée par le Service de la cohésion sociale, à laquelle assistera le mandataire. Les maisons de quartier, les TSHM et les Correspondants de nuit seront également associés au projet.*
- 2 Le mandataire procédera au développement de deux variantes d'aménagement compatibles avec le budget et les délais de réalisation impartis.*
- 3 Le mandataire procédera au développement et à la précision de la variante retenue via un 2<sup>e</sup> volet de consultation des publics cibles.*
- 4 Dépôt de la demande d'autorisation de construire et réalisation des travaux.*

*Elle tient à préciser que le crédit comprend un poste important d'environ CHF 300'000.00 destiné à couvrir les frais de démolition et de désamiantage. Dans le cadre des travaux préparatoires à la réalisation du quartier de l'Étang, cette parcelle a été intégrée à l'ensemble de l'opération de démolition et de désamiantage des constructions. Ces travaux ayant été préfinancés par le promoteur à hauteur de CHF 321'210.00 HT, la Ville de Vernier doit les rembourser, conformément à la convention tripartite de financement, raison pour laquelle un tel montant figure dans la DA.*

*M. BUSCHBECK, Conseiller administratif, rappelle que le fait de laisser cette parcelle sans projet défini était une volonté du Conseil administratif précédent, estimant qu'il était préférable de laisser les futurs habitants décider de leurs besoins. Cette décision avait été conventionnée avec le promoteur.*

*Le commissaire (UDC) ne comprend pas pourquoi cette DA passe en commission vu que le Conseil administratif précédent s'est engagé contractuellement à dépolluer la parcelle dans le cadre de l'accord tripartite. Il a l'impression que le Conseil municipal est forcé d'approuver la DA.*

*M. MORO, Chef du SAM, explique que la demande de crédit ne porte pas seulement sur la question du désamiantage et de la dépollution mais aussi sur l'aménagement de la parcelle.*

*Le commissaire (UDC) souhaite savoir comment l'Administration communale est arrivée à la conclusion que les jeunes avaient besoin d'aménagements spécifiques et non les enfants ou les seniors.*

*Selon M. MORO, il a été constaté qu'il n'y avait rien de particulier pour les adolescents dans le quartier de l'Étang en termes d'équipements. Il y a des places de jeux pour des enfants.*

*Il ajoute qu'un travail de préconsultation a déjà eu lieu avec les différents acteurs de terrain, qui ont confirmé qu'il y avait vraiment besoin d'équipements pour les adolescents et les jeunes adultes.*

*Il relève que le montant prévu de CHF 125'000.00 pour des aménagements éphémères est modeste et représente un challenge pour le service. Cela va être une expérience pour voir si le public cible adhère à l'aménagement après avoir participé au choix de la variante. Ce projet représente un risque, même si un dialogue avec les adolescents donne davantage de garanties de succès que de choisir d'office pour eux.*

*Il estime qu'il faudra attendre 2 à 3 ans pour voir si le bilan est positif.*

*Le commissaire (UDC) souhaite savoir quelles garanties ont été prises auprès des CFF pour s'assurer que ces derniers n'endommagent pas à nouveau cette parcelle qui viendra d'être dépolluée.*

*Vu que les CFF ne sont pas les champions de l'écologie, il trouverait dommage que les CFF abîment à nouveau cet espace au terme de l'utilisation pour leurs travaux.*

*M. NG, ingénieur civil-chef de projets au SAM, explique que les CFF se sont engagés à réaliser des sondages et à faire un constat pour vérifier que le terrain n'a pas été pollué par leur chantier. En cas de pollution, les CFF seront contraints de le dépolluer. Une convention en ce sens est en cours d'établissement avec les CFF dans le cadre de la prise de possession du terrain.*

*Le commissaire (UDC) ajoute que les chantiers ferroviaires de Suisse romande connaissent d'importants retards. Il se demande si la Commune a pu obtenir des assurances quant au timing d'occupation de la parcelle par les CFF.*

*M. BUSCHBECK répond que les CFF ne donnent aucune garantie. Selon les calculs et en fonction des procédures, rien ne pourra commencer avant 5 ans, mais le délai peut tout aussi bien s'allonger.*

*Les commissaires n'ayant plus de questions, le Président (SOC) passe au vote.*

**VOTE :**

*Acceptons-nous la DA 424 – 25.03, Crédit d'étude et de réalisation de CHF 680'000.00 TTC pour la démolition et le désamiantage ainsi que l'aménagement provisoire de la parcelle 5999, quartier de l'Étang ?*

9 OUI (2 SOCIALISTES, 2 LES VERT.E.S, 1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX,  
1 ALTERNATIVE, 2 MCG, 1 PLR)  
1 abstention (1 UDC)

*La DA 424 – 25.03 est acceptée à la majorité.*

**Mme COVER, Présidente :** cette DA a été acceptée par 9 OUI et 1 abstention en commission.

M. ANGELOZ, vous étiez rapporteur. Avez-vous quelque chose à ajouter ?

**M. ANGELOZ :** non, Mme la Présidente.

**Mme COVER, Présidente :** merci.

M. NOBS, vous avez la parole.

**M. NOBS :** oui, merci Mme la Présidente.

Chers collègues, excusez mon anticipation d'il y a quelques instants.

J'étais en train de relever le grand nombre d'inconnues qui gravitaient autour de ce projet, un projet qui n'est pas intrinsèquement mauvais, mais il fallait quand même relever le nombre d'incertitudes.

Il a été dit que le chantier des CFF allait débuter en 2030, mais en fait, nous n'en sommes pas vraiment sûrs, surtout que les CFF ne sont pas les champions dans la maîtrise des délais.

Ensuite, on a sorti l'idée un peu « cliché » qu'il fallait faire quelque chose pour nos jeunes, qui devaient être pris par la main par notre Commune, mais l'existence d'un tel besoin n'a pas été clairement démontrée par la Commune. La réponse que j'ai obtenue à mon interpellation en commission a été de me dire que l'on verrait dans deux ou trois ans si cela fonctionne.

Vous voyez, nous sommes dans l'empirique, mais on ne se base pas sur un réel besoin.

Finalement, s'est posé la question du stockage de ces éléments provisoires, un stockage dont la durée dépendra de celle du chantier et, à nouveau, les CFF ne sont pas vraiment en mesure de nous communiquer la durée exacte de leur chantier.

Dans ce contexte, je ne sais vraiment que voter vu le nombre d'incertitudes.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. STAUB, vous avez la parole.

**M. STAUB, Maire** : je répondrai sur les deux premiers éléments, et mon collègue donnera éventuellement des précisions concernant le stockage.

Sur les deux premiers éléments. Si les CFF prennent plus de temps, ce sera une installation qui durera plus longtemps. Le risque n'est donc pas forcément négatif, il nous laissera l'opportunité de maintenir cette installation dans la durée.

De ce côté-là, on verra si les CFF respectent leurs délais, mais s'ils ne les respectent pas, nous n'avons pas de dommage, bien au contraire, cela veut dire que nous pouvons laisser cette installation plus longtemps.

Je m'inscris par ailleurs en faux sur votre deuxième point. Je crois que ce Conseil municipal et la population en général sont assez prompts à se plaindre que les politiques et les administrations font trop de vertical, de *top down* en mauvais français. Cela veut dire qu'ils décident sans prendre le pouls de la population.

Dans cette proposition, les installations pour la jeunesse sont une des propositions. Mais ce que nous voulons surtout faire, parce que cela nous paraît important, c'est aller prendre le pouls de la population, son avis, ses opinions.

Ce que vous appelez le flou, nous, nous appelons cela de la participation et de la co-construction.

Nous nous plaignons assez que les projets ne sont pas assez flexibles, qu'ils sont déjà décidés avant que cela arrive et, ici, nous sommes totalement à l'inverse.

Vraiment, je crois qu'il y a une grosse opportunité.

Nous pensons qu'il manque peut-être quelques installations pour la jeunesse, mais cela nous ne le sortons pas de notre chapeau. Cela provient des observations de terrain. C'est le travail avec des équipes qui côtoient la population au quotidien.

Encore une fois, nous allons pouvoir prendre le pouls de la population et réaliser un projet participatif, que nous avons promis aux habitants de l'Étang. Eh bien, nous répondons à cette promesse et nous nous réjouissons de cette démarche qui, je suis sûr, va aboutir à un projet qui ressemblera à Vernier et au quartier de l'Étang.

Je vous remercie encore une fois d'accueillir positivement cette proposition.

Je ne sais pas si mon collègue, Mathias BUSCHBECK, a quelques éléments à apporter sur la question du stockage, qu'il maîtrise mieux que moi.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. BUSCHBECK, vous avez la parole.

**M. BUSCHBECK, Conseiller administratif** : effectivement, concernant le stockage, j'ai envie de dire que la question se posera surtout en temps voulu.

Nous sommes aujourd'hui en 2025. En 2030 ou 2032, 2035, quand il faudra démonter ces installations, la question se posera.

Mais comme précisé dans la DA, ce seront des installations minimums qui seront posées. L'essentiel des frais est surtout destiné à la pose de la barrière que nous devons installer autour de la parcelle.

Il est vrai que ce seront des éléments qui pourront être réutilisés et nous ne manquerons pas de le faire.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

Il n'y a plus de demandes de parole.

M. le Secrétaire, je vous laisse lire le décide.

**M. BRON, Secrétaire** :

### ***Délibération du Conseil municipal de Vernier***

*relative à un*

**CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 680'000.00 TTC POUR LA DÉMOLITION ET LE DÉSAMIANTAGE AINSI QUE L'AMÉNAGEMENT PROVISOIRE DE LA PARCELLE 5999, QUARTIER DE L'ÉTANG**

*conformément à l'article 30 al.1 lettre e) de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 ;*

*vu l'exposé des motifs ;*

*vu le rapport de la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité du 1<sup>er</sup> avril 2025 ;*

*sur proposition du Conseil administratif,*

*le Conseil municipal*

**décide**

- 1 d'ouvrir au Conseil administratif un crédit d'étude et de réalisation de CHF 680'000.00 TTC destiné à la démolition et au désamiantage ainsi qu'à l'aménagement provisoire de la parcelle 5999, quartier de l'Étang ;
- 2 de comptabiliser la dépense de CHF 680'000.00 TTC dans le compte des investissements, puis de la porter à l'actif du bilan de la Ville de Vernier, dans le patrimoine administratif ;
- 3 d'amortir la dépense de CHF 680'000.00 TTC au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de fonctionnement sous la rubrique n° 34.33, dès la fin des travaux, estimée à 2026.

**Mme COVER, Présidente** : merci M. le Secrétaire.

Nous pouvons passer au vote.

Celles et ceux qui acceptent la DA 424 – 25.03 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

**La délibération administrative DA 424 – 25.03, Crédit d'étude et de réalisation de CHF 680'000.00 TTC pour la démolition et le désamiantage ainsi que l'aménagement provisoire de la parcelle 5999, quartier de l'étang, est acceptée par 21 OUI (7 SOCIALISTES, 5 VERT.E.S, 2 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 1 MCG, 1 ALTERNATIVE, 2 PLR, 2 UDC, 1 I), 1 NON (1 MCG) et 2 abstentions (2 SOCIALISTES).**

**Mme COVER, Présidente** : nous passons au point suivant.

**7.B) PRÉSERVER LA SANTÉ DES CHIENS À GENÈVE (PE 373 - 24.09) (M. METUSHI, RAPPORTEUR)**

---

*Rapport de la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité du  
1<sup>er</sup> avril 2025*

*Rapporteur : Rinor METUSHI*

**PE 373 – 24.09 PRÉSERVER LA SANTÉ DES CHIENS À GENÈVE**

*M. BUSCHBECK, Conseiller administratif, excuse l'absence des pétitionnaires, qui ont indiqué qu'ils ne pourraient pas être présents à cette séance.*

*M. GRUNDER, Chef du Service de l'espace public (SEP), rappelle que les pétitionnaires demandent au Grand Conseil et aux communes genevoises que soit supprimé l'article 13 al. 1, litt. i du Règlement des chiens (M 3 45.01), dans lequel il est mentionné qu'ils ne sont pas admis sur les pelouses, massifs de fleurs et plantations des promenades, jardins et parcs publics. Le chapitre IV dudit règlement précise les*

accès interdits, autorisés sous conditions et libres (articles 13, 14, 15). M. GRUNDER indique que le règlement du Conseil administratif de la Ville de Vernier relatif aux places publiques, espaces verts et emplacements de jeux du 25 septembre 2012 (dernières modifications apportées en août 2024 pour se conformer au règlement cantonal) a la teneur suivante :

**Article 10 Chiens et autres animaux domestiques**

1. Les chiens sont acceptés dans les espaces publics selon les dispositions de la loi sur les chiens (LChiens ; M 3 45) et du règlement d'application de la loi sur les chiens (RChiens / M 3 45.01).
2. L'accès aux espaces publics par les animaux domestiques se fait sous la responsabilité des adultes auxquels ils sont confiés. Ces derniers sont responsables en cas de dommages ou d'accidents.

S'agissant de la communication de la Ville de Vernier, des informations essentielles pour les propriétaires de chiens se trouvent sur le site internet de la Commune via le lien : <https://www.vernier.ch/culture-sports-et-loisirs/loisirs/chiens> sous la rubrique « **Attitude générale** ». Y sont également mentionnés les espaces interdits aux chiens et les espaces de liberté dans lesquels les chiens peuvent être en liberté.

M. GRUNDER signale que la Police municipale, à l'instar de la Police cantonale, intervient lorsque des infractions sont dénoncées ou constatées. Le fait de ne pas tenir son chien en laisse est passible d'une amende de CHF 150.00. Ne pas ramasser les déjections constitue une infraction à l'article 21 de la loi sur les chiens et fait l'objet d'une dénonciation au Service des contraventions, lequel fixe un tarif. Selon les statistiques de la Police municipale (APM), sur les 12 derniers mois, il y a eu :

- 12 dénonciations pour des chiens non tenus en laisse
- 0 dénonciation pour déjections.

M. GRUNDER rappelle que les pétitionnaires se plaignent du fait que les chiens ne peuvent pas se promener librement dans les parcs publics. Or, la loi, les règlements cantonal et communal l'interdisent.

M. BUSCHBECK confirme que les propriétaires de chiens se comportant correctement ne sont pas inquiétés. Il fait remarquer que les infractions sont peu nombreuses. Il regrette toutefois l'incivilité de certains propriétaires et le manque de verbalisation pour les déjections canines qui sont difficilement contrôlables par les APM.

Après la présentation, une discussion entre les commissaires s'engage. Il en ressort que le Conseil municipal n'a pas la compétence de modifier la législation ; si la loi cantonale est corrigée, le règlement municipal sera adapté dans le même sens. Partant du fait que cette pétition a été adressée au Grand Conseil et aux Conseils municipaux des grandes communes, le Président (SOC) propose le classement de ladite pétition par notre Conseil.

**AU VOTE :**

La commission recommande le CLASSEMENT DE LA PÉTITION PE 373–24.09 « Préserver la santé des chiens à Genève » par 9 OUI (2 SOCIALISTES, 2 LES VERT.E.S, 2 MCG, 1 PLR, 1 ALTERNATIVE, 1 UDC) et 1 abstention (1 LE CENTRE- VERT'LIBÉRAUX).

**Mme COVER, Présidente** : M. METUSHI, vous étiez rapporteur.

Avez-vous quelque chose à ajouter ? Cela ne semble pas être le cas.

Le classement de cette pétition avait été accepté par 9 OUI et 1 abstention en commission.

Y a-t-il des prises de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Nous passons au vote.

Celles et ceux qui acceptent le classement de la pétition PE 373 – 24.09 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

**Le classement de la pétition PE 373 – 24.09, Préserver la santé des chiens à Genève, est accepté par 23 OUI (9 SOCIALISTES, 5 VERT.E.S, 2 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 2 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 PLR, 2 UDC, 1 I) et 1 abstention (1 PLR).**

**Mme COVER, Présidente** : nous passons au point 8) de l'ordre du jour.

## **8. PROJETS DE DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

---

**Mme COVER, Présidente** : nous n'avons pas reçu de projet de délibération du Conseil municipal.

Nous pouvons passer au point 9) de l'ordre du jour.

## **9. PÉTITIONS**

---

### **9.A) DIFFICULTÉS D'ACCÈS AU GROUPEMENT LA CHÂTELAINE (PE 437 – 25.04)**

---

#### **DIFFICULTÉS D'ACCÈS AU GROUPEMENT LA CHÂTELAINE**

*Veillez prendre note qu'une demande d'autorisation de construire un parking à l'intérieur de notre groupement a été effectuée courant 2024.*

*À ce jour, aucune autorisation ne nous a été accordée.*

*Dans un avenir proche, il ne sera quasiment plus possible, pour nous les jardiniers, d'avoir accès à notre groupement, de pouvoir amener tous les produits volumineux ou lourds nécessaires à l'exploitation d'un jardin, de pouvoir y rester travailler, de pouvoir se retrouver en famille avec les enfants et petits-enfants, de se voir entre amis, de pouvoir faire en sorte que le comité puisse se réunir, autrement dit de continuer à subsister et pérenniser notre groupement.*

*Nous vous demandons de bien vouloir réexaminer notre demande d'autorisation de construire un parking au sein de notre groupement destiné uniquement aux 52 jardiniers lésés par l'absence de places de parking sur le chemin Henri-de-Buren et aux environs.*

*Ce parking sera construit intramuros.*

*Depuis plusieurs années, vous avez entrepris de modifier sans raison l'infrastructure routière, nous pouvons, stationner sur l'ensemble du chemin côté gauche. 31 véhicules pouvaient s'y garer.*

*Nous avons dû nous adapter à ces divers besoins, mais malheureusement et à ce jour, nous ne pouvons plus accéder aux jardins sans avoir de contraintes ou créer nous-mêmes des contraintes aux utilisateurs des places actuelles.*



*Ce parking est vital pour notre existence et de plus il ne dérange personne.*

***Pétition munie de 50 signatures***

**Mme COVER, Présidente** : M. SLAVIERO, avez-vous demandé la parole ?

**M. SLAVIERO** : oui, merci Mme la Présidente.

Je me permets de revenir sur la lecture de la lettre de démission de M. VUILLEUMIER.

Nous déplorons profondément que M. VUILLEUMIER semble éprouver tant de ...

**Mme COVER, Présidente** : c'est hors sujet.

*Brouhaha dans la salle.*

**Mme COVER, Présidente** : s'il vous plaît.

**M. BLEIKER** : Mme la Présidente, j'en profite. Vous m'avez donné la parole.

**Mme COVER, Présidente** : s'il vous plaît. S'il vous plaît.

**M. BLEIKER** : est-ce que nous pourrions avoir un rappel au règlement ?

Sommes-nous trente-huit Conseillères et Conseillers municipaux ou trente-sept dans cette salle ?

Je rappelle que le public n'a pas le droit à la parole, qu'il doit se comporter correctement et je vous demanderais de faire respecter le règlement.

Merci Mme la Présidente.

**Mme COVER, Présidente** : s'il vous plaît.

M. BRON, vous avez la parole.

**M. BRON** : merci Mme la Présidente.

Au nom du Bureau, il est vrai que cette pétition est arrivée très tardivement et je vous rappelle, Mme la Présidente, que le Bureau avait proposé qu'on la prenne en considération et que, pour raison de compétence, on l'envoie directement au Conseil administratif.

**Mme COVER, Présidente** : nous passons au vote pour l'envoi au Conseil administratif de la pétition PE 437 – 25.04.

Celles et ceux qui acceptent l'envoi au Conseil administratif de la pétition PE 437 – 25.04 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

**L'envoi au Conseil administratif de la pétition PE 437 – 25.04, Difficultés d'accès au Groupement La Châtelaine, est acceptée par 24 OUI, soit à l'unanimité.**

**Mme COVER, Présidente** : nous passons au point suivant.

## **9.B) RÉHABILITATION DU CENTRE COMMERCIAL DU LIGNON (PE 438 – 25.04)**

---

### **RÉHABILITATION DU CENTRE COMMERCIAL DU LIGNON**

*Le centre commercial du Lignon constitue un lieu de vie pour les habitants du Lignon et de ses environs. Il remplit la fonction d'une place de village.*

*Malheureusement, l'état du centre s'est considérablement dégradé avec le temps. Le revêtement au sol est manquant par endroits et présente un risque de chute pour les usagers. À défaut d'être bien isolé, les visiteurs subissent les courants d'air en hiver et les fortes températures en été.*

*La rénovation du centre commercial pourrait être l'occasion de renforcer sa convivialité et de réaliser des économies d'énergie.*

*Pour ces raisons, les signataires demandent aux autorités verniolanes d'intervenir auprès du propriétaire du centre commercial du Lignon pour que le bâtiment soit réhabilité dans l'intérêt des habitants du Lignon et des usagers du centre.*

#### **Pétition munie de 318 signatures**

**Mme COVER, Présidente** : le Bureau propose l'envoi en commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité.

Y a-t-il des demandes de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Nous passons au vote.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération de la pétition PE 438 – 25.04 et son envoi en commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

**La prise en considération de la pétition PE 438 - 25-04, Réhabilitation du centre commercial du Lignon, est acceptée par 23 OUI (9 SOCIALISTES, 4 VERT.E.S, 2 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 2 MCG, 1 ALTERNATIVE, 2 PLR, 2 UDC, 1 I) et 1 abstention (1 VERT.E.S).**

**La pétition est envoyée en commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité.**

**Mme COVER, Présidente** : nous passons au point suivant.

**9.C) ASSURER LA SÉCURITÉ DES ENFANTS AUX ABORDS DE L'ÉCOLE D'AVANCHET-JURA  
(PE 442 – 25.04)**

---

***ASSURER LA SÉCURITÉ DES ENFANTS AUX ABORDS DE L'ÉCOLE D'AVANCHET-JURA***

*La sécurité de nos enfants est compromise sur le chemin de l'école d'Avanchet-Jura par le comportement et la vitesse inadaptée de nombreux automobilistes.*

*Avec leur petite taille, les enfants sont particulièrement vulnérables. En Suisse, près de la moitié des enfants grièvement ou mortellement blessés se trouvent sur le chemin de l'école au moment de l'accident.*

*Nous devons agir avant qu'un drame ne se produise aux abords de l'école d'Avanchet-Jura. La présence de patrouilleuses scolaires permettrait d'assurer la sécurité des élèves aux heures d'entrée et de sortie des classes.*

***Pour ces raisons, les signataires demandent aux autorités verniolanes d'engager une patrouilleuse scolaire pour que le chemin de l'école d'Avanchet-Jura se fasse dans de conditions de sécurité acceptables.***

***Pétition munie de 85 signatures***

**Mme COVER, Présidente** : le Bureau propose l'envoi de cette pétition en commission de la sécurité.

Y a-t-il des demandes de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Nous pouvons passer au vote.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération de la PE 442 – 25.04 et son envoi en commission de la sécurité votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

**La prise en considération de la pétition PE 442 – 25.04, Assurer la sécurité des enfants aux abords de l'école d'Avanchet-Jura, est acceptée par 24 OUI, soit à l'unanimité.**

**La pétition est envoyée en commission de la sécurité.**

**Mme COVER, Présidente** : nous passons au point 10) de l'ordre du jour.

## **10. PROJETS DE DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF**

---

### **10.A) APPROBATION DES COMPTES 2024 DE LA FONDATION DES MAISONS COMMUNALES DE VERNIER (FMCV) (DA 432 – 25.04)**

---

**Mme COVER, Présidente** : le Bureau propose d'envoyer cette DA en commission des finances, de l'économie et de l'administration.

Y a-t-il des demandes de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Nous passons au vote.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération de la DA 432 – 25.04 et son envoi en commission des finances, de l'économie et de l'administration votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

**La prise en considération de la délibération administrative DA 432 – 25.04, Approbation des comptes 2024 de la Fondation des maisons communales de Vernier (FMCV), est acceptée par 24 OUI, soit à l'unanimité.**

**Cette DA est envoyée en commission des finances, de l'économie et de l'administration.**

**Mme COVER, Présidente** : nous passons au point suivant.

### **10.B) APPROBATION DES COMPTES ET DU RAPPORT DE GESTION 2024 DE LA FONDATION INTERCOMMUNALE DE PRÉ-BOIS (DA 433 – 25.04)**

---

**Mme COVER, Présidente** : le Bureau propose l'envoi en commission des finances, de l'économie et de l'administration.

Y a-t-il des demandes de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Nous passons au vote.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération de la DA 433 – 25.04 et son envoi en commission des finances, de l'économie et de l'administration votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

**La prise en considération de la délibération administrative DA 433 – 25.04, Approbation des comptes et du rapport de gestion 2024 de la Fondation intercommunale de Pré-Bois, est acceptée par 24 OUI, soit à l'unanimité.**

**Cette DA est envoyée en commission des finances, de l'économie et de l'administration.**

**Mme COVER, Présidente** : nous passons au point suivant.

### **10.C) PROPOSITION DU CONSEIL ADMINISTRATIF RELATIVE À L'APPROBATION DES COMPTES ANNUELS 2024 DANS LEUR INTÉGRALITÉ ET DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES SUPPLÉMENTAIRES 2024 (DA 434 – 25.04)**

---

**Mme COVER, Présidente** : le Bureau propose également un envoi de ce projet en commission des finances, de l'économie et de l'administration.

Y a-t-il des demandes de parole ? M. AGRAMUNT.

**M. AGRAMUNT, Conseiller administratif** : merci Mme la Présidente.

Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères municipales, Messieurs les Conseillers municipaux,

Comme le veut l'usage, je ferai une brève intervention sur les comptes 2024.

Vous avez reçu une large documentation vous permettant de trouver toutes les informations utiles à la bonne compréhension des comptes. Vous aurez également l'occasion d'auditionner demain soir les différents chefs de service de notre Administration, qui vous apporteront des renseignements complémentaires et auxquels vous pourrez poser toutes vos questions.

Comme vous le savez, l'arrivée, pour un temps limité, d'une personne morale à forte capacité fiscale a non seulement un impact très important sur les comptes 2024, mais également sur les exercices futurs.

Afin d'éviter des effets « yo-yo », avec une situation momentanée très favorable suivie de grandes difficultés financières liées aux effets de décalage sur les mécanismes de la péréquation financière intercommunale, nous avons pris un certain nombre de mesures pour limiter ces effets collatéraux et garantir ainsi dans le futur les prestations à la population, tout en gardant intactes nos capacités d'investissements pour les années prochaines.

Ces mesures d'anticipation sont celles qui vous ont été exposées en octobre dernier et qui se déclinent en deux axes :

- des amortissements complémentaires à hauteur de CHF 44'600'000.00 ;
- des provisions pour un total de CHF 37'300'000.00.

Hormis ces éléments exceptionnels, les comptes sont globalement dans la cible du budget 2024 voté par votre Conseil en décembre 2023.

#### **Compte de fonctionnement**

Les comptes de fonctionnement présentent un résultat à l'équilibre (+CHF 60'548.06), alors que le budget prévoyait un léger déficit de 1.07% (CHF 1'569'079.00).

#### **Concernant les investissements**

Le budget 2024 prévoyait un total des dépenses d'investissements de CHF 45'792'769.00. Avec des dépenses qui se montent à CHF 35'850'054.54, nous atteignons un très bon taux de réalisation de 78% par rapport au budget 2024. Les recettes sont conformes aux prévisions budgétaires. Compte tenu des amortissements de l'exercice (CHF 56'400'000.00) et du résultat du compte de fonctionnement, l'autofinancement s'élève à CHF 56'460'000.00.

Vu les investissements nets pour un montant de CHF 18'450'000.00, l'excédent de financement pour l'année 2024 se monte donc à CHF 38'010'000.00.

À noter que la dette communale a ainsi pu être réduite de CHF 25'000'000.00 en 2024, CHF 32'000'000.00 sur les deux derniers exercices.

Je vous remercie pour votre attention.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

Y a-t-il une demande de parole ? Non.

Nous passons au vote.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération de la DA 434 – 25.04 et son envoi en commission des finances, de l'économie et de l'administratif votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

**La prise en considération de la délibération administrative DA 434 – 25.04, Proposition du Conseil administratif relative à l'approbation des comptes annuels 2024 dans leur intégralité et des crédits budgétaires supplémentaires, est acceptée par 24 OUI, soit à l'unanimité.**

**Cette DA est envoyée en commission des finances, de l'économie et de l'administration.**

**Mme COVER, Présidente** : nous passons au point suivant.

#### **10.D) CRÉDIT DE CHF 130'000.00 TTC POUR LE REMPLACEMENT D'UNE MACHINE TECHNIQUE D'ENTRETIEN POUR LES CIMETIÈRES ET LA CREUSE DE TOMBES (DA 435 – 25.04)**

---

**Mme COVER, Présidente** : le Bureau propose l'envoi de cette DA en commission du génie civil et des équipements.

Y a-t-il des demandes de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Nous passons au vote.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération de la DA 435 – 25.04 et son envoi en commission du génie civil et des équipements votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

**La prise en considération de la délibération administrative DA 435 – 25.04, Crédit de CHF 130'000.00 TTC pour le remplacement d'une machine technique d'entretien pour les cimetières et la creuse de tombes, est acceptée par 23 OUI, soit à l'unanimité.**

**Cette DA est envoyée en commission du génie civil et des équipements.**

**Mme COVER, Présidente** : nous passons au point suivant.

**10.E) CRÉDIT DE RÉALISATION DE CHF 2'730'000.00 POUR LA DÉMOLITION ET LA RECONSTRUCTION DU BÂTIMENT DU TENNIS D'AÏRE ET DE SA HALLE COUVERTE (DA 436 – 25.04)**

---

**Mme COVER, Présidente** : le Bureau propose l'envoi de cette DA en commission des bâtiments et de l'énergie.

Y a-t-il des demandes de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Nous passons au vote.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération de la DA 436 – 25.04 et son envoi en commission des bâtiments et de l'énergie votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

**La prise en considération de la délibération administrative DA 436 – 25.04, Crédit de réalisation de CHF 2'730'000.00 pour la démolition et la reconstruction du bâtiment du tennis d'Aïre et de sa halle couverte, est acceptée par 23 OUI, soit à l'unanimité.**

**Cette DA est envoyée en commission des bâtiments et de l'énergie.**

**Mme COVER, Présidente** : nous passons au point suivant.

**10.F) CRÉDIT DE CHF 255'000.00 TTC POUR LE RENOUELEMENT DES DÉCORATIONS DES FÊTES DE FIN D'ANNÉE (DA 439 – 25.04)**

---

**Mme COVER, Présidente** : le Bureau propose l'envoi de cette DA en commission du génie civil et des équipements.

Y a-t-il des demandes de parole ? Non.

Nous pouvons passer au vote.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération de la DA 439 – 25.04 et son envoi en commission du génie civil et des équipements votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

**La délibération administrative DA 439 – 25.04, Crédit de CHF 255'000.00 TTC pour le renouvellement des décorations des fêtes de fin d'année, est acceptée par 24 OUI, soit à l'unanimité.**

**Cette DA est envoyée en commission du génie civil et des équipements.**

**Mme COVER, Présidente** : nous passons au point suivant.

**10.G) CRÉDIT DE RÉALISATION DE CHF 853'000.00 TTC POUR L'INFRASTRUCTURE ÉLECTRIQUE LIÉE AU RENOUVELLEMENT DE LA FLOTTE DE VÉHICULES COMMUNAUX (DA 440 – 25.04)**

---

**Mme COVER, Présidente** : le Bureau propose l'envoi de cette DA en commission du génie civil et des équipements.

Y a-t-il des demandes de parole ? M. BUSCHBECK.

**M. BUSCHBECK, Conseiller administratif** : merci Mme la Présidente.

Je me permets d'attirer votre attention sur cette demande d'envoi en commission du génie civil et des équipements, pour deux raisons.

La première, c'est qu'effectivement vous venez d'envoyer deux textes en commission du génie civil et des équipements et un texte en commission des bâtiments et de l'énergie.

Il y a une commission des bâtiments et de l'énergie qui est convoquée la semaine prochaine et qui pourrait traiter du présent projet.

Le fait qu'il y ait du temps pour traiter également ce projet dans cette commission n'est pas l'unique raison, et loin s'en faut, puisque l'on ne parle pas de véhicules à proprement parler, mais d'infrastructure de charge des véhicules, qui est plutôt du domaine des bâtiments.

Ce serait opportun, du point de vue du Conseil administratif, d'envoyer ce projet en commission des bâtiments et de l'énergie, pour qu'il puisse être traité la semaine prochaine.

Je n'en ferai pas une maladie, et le Conseil administratif non plus, si vous décidiez malgré tout de l'envoyer en commission du génie civil et des équipements, mais nous devrions convoquer une séance supplémentaire de la commission du génie civil et des équipements pour traiter cet objet et nous aurions une séance de la commission des bâtiments et de l'énergie qui sera réduite à sa plus faible portion.

Effectivement, si quelqu'un voulait reprendre à son compte la proposition que je viens de faire, j'en serais très heureux.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. JUNGO RODRIGUEZ, vous avez la parole.

**M. JUNGO RODRIGUEZ** : par conséquent, peut-on l'envoyer en commission des bâtiments et de l'énergie, s'il vous plaît ?

**Mme COVER, Présidente** : M. BRON, vous avez la parole.

**M. BRON** : le groupe PLR appuie l'envoi en commission du génie civil et des équipements.

Cette commission a déjà travaillé sur cette problématique et il nous semblait plus qu'opportun d'envoyer ce projet en commission du génie civil et des équipements, et non pas en commission des bâtiments et de l'énergie.

**Mme COVER, Présidente** : M. MARTENS, vous avez la parole.

**M. MARTENS** : en fait, il y a deux écoles.



Là, nous allons adapter un bâtiment avec un équipement de génie civil.

Envoyer ce projet en commission des bâtiments et de l'énergie ne me paraît pas plus faux que de l'envoyer en commission du génie civil et des équipements, surtout s'il y a une opportunité qui s'ouvre pour cela.

Puisque nous achetons déjà des véhicules électriques, ce serait pas mal de ne pas trop perdre de temps sur cette histoire.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. MARTENS, vous avez la parole.

**M. MARTENS** : je proposerais sinon de faire une commission conjointe, mais enfin, ce n'est pas vraiment une bonne idée.

**Mme COVER, Présidente** : nous allons voter sur la prise en considération, et nous verrons ensuite pour l'envoi en commission.

Nous passons au vote.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération de la DA 440 – 25.04 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

**La prise en considération de la délibération administrative DA 440 – 25.04, Crédit de réalisation de CHF 853'000.00 TTC pour l'infrastructure électrique liée au renouvellement de la flotte de véhicules communaux, est acceptée par 24 OUI, soit à l'unanimité.**

**Mme COVER, Présidente** : nous passons au vote pour l'envoi de la DA 440 – 25.04 en commission des bâtiments et de l'énergie.

Celles et ceux qui acceptent l'envoi en commission des bâtiments et de l'énergie votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

**L'envoi en commission des bâtiments et de l'énergie de la délibération administrative DA 440 – 25.04, Crédit de réalisation de CHF 853'000.00 TTC pour l'infrastructure électrique liée au renouvellement de la flotte de véhicules communaux, est accepté par 18 OUI (9 SOCIALISTES, 5 VERT.E.S, 1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 2 MCG, 1 PLR), 5 NON (1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 1 PLR, 2 UDC, 1 I) et 1 abstention (1 ALTERNATIVE).**

**Mme COVER, Présidente** : nous passons au point 11) de l'ordre du jour.

## **11. PROPOSITIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF**

---

**Mme COVER, Présidente** : nous n'avons pas reçu de proposition du Conseil administratif.

Nous pouvons passer au point 12) de l'ordre du jour.

## 12. MOTIONS

---

### 12.A) PROMENADE VERNIOLANE (M. MARTENS, MMES MILANO ET SANTI, M. MARIN) (M 441 – 25.04)

---

#### **PROMENADE VERNIOLANE**

*Vernier est une belle commune et pour le faire savoir, un parcours, sous forme de panneaux richement illustrés, a été créé récemment, une 'Balade de Vernier'. Le parcours total est évalué à 3h 30 de marche et incite à la découverte de la Commune de parc en parc.*

*Débuté en avril 2019 (avec la motion M 409 – 19.04 : Pour la mise en valeur du patrimoine historique et naturel verniolan), ce remarquable travail de recensement et de présentation au public serait un support idéal pour l'organisation de promenades guidées. Ces promenades pourraient avoir lieu 2 ou 3 fois par année dans la période des beaux jours, sur une partie du parcours. Il pourrait s'agir de parcours thématiques ciblés : nature, histoire, culture...*

*Quelques exemples possibles :*

- *Des parcours nature, avec un spécialiste de la botanique, nos parcs et forêts méritant bien cela.*
- *Des parcours urbanisme, avec des architectes, des urbanistes, Vernier avec ses cités étant remarquable à ce sujet.*
- *Des parcours historiques, ou du domaine bâti, notre histoire ancienne méritant d'être racontée...*
- *Des parcours industriels historiques, ornithologiques, etc...*

*Les possibilités sont nombreuses, ne tenant qu'à l'intérêt du public et la présence de spécialistes prêt à partager leur savoir, qu'ils soient bénévoles ou professionnels mandatés.*

*Ces parcours offriraient par la même occasion l'opportunité de lier les quartiers de Vernier, à travers les liens présentés dans chaque thématique traitée.*

*Un exemple de ce type de démarche est donné par la ville de Carouge les samedis matin, de juillet à octobre, avec différents thèmes de visites guidées. <https://www.carouge.ch/visites-guidees>*

*Pour ces raisons nous proposons une motion qui*

#### **invite le Conseil administratif à :**

*organiser ou encourager l'organisation de parcours mettant en valeur les richesses culturelles et naturelles de la Commune, en s'appuyant sur le travail réalisé pour la 'Balade de Vernier'.*

**Mme COVER, Présidente** : je donne la parole aux motionnaires. M. MARTENS.

**M. MARTENS** : merci Mme la Présidente.

Comme nous avons réalisé ces installations partout dans les parcs et que nous avons déjà eu l'occasion de faire des promenades dans les parcs et à travers la Commune, des promenades culturelles

avec des spécialistes de la botanique et des historiens, je me suis dit que maintenant que nous disposons de ce parcours tracé, cartographié – toujours en cours de réalisation –, il serait bien d'encourager le plus possible les gens à faire ce parcours, et en même temps de faire des parcours dans tous les quartiers.

Il semble qu'il faille trois heures et demie pour faire la promenade en entier.

Je pense que ce n'est pas une bonne idée de la faire d'une seule traite, surtout si on doit s'arrêter au pied de tous les arbres et de tous les buissons, mais on pourrait faire cette promenade par petits bouts.

J'ai vu aussi que différentes associations étaient intéressées à effectuer ce type d'activité.

Il serait opportun d'organiser, d'encourager des parcours en utilisant comme canevas ce parcours.

J'ai un million d'idées sur ce que nous pourrions faire dans notre Commune : des parcours de tout type, des visites culturelles de tout type.

Cela me paraissait tout à fait intéressant de capitaliser sur ce qui a déjà été fait, donc voici la proposition pour encourager ces parcours.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. BRON, vous avez la parole.

**M. BRON** : merci à M. MARTENS et aux autres signataires.

Il se trouve que j'ai été approché il y a quelques années par une guide de Suisse-rando, justement pour faire une visite guidée du patrimoine arboré de la Commune.

Cela entrerait typiquement là-dedans.

Je la prends volontiers en compte et on l'envoie en commission pour travailler et pour éventuellement trouver des pistes de partenariats.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

Y a-t-il d'autres demandes de parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Nous passons au vote.

Je vous propose de voter en même temps la prise en considération et l'envoi de ce projet en commission de la culture et communication.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération de la M 441 – 25.04 et son envoi en commission de la culture et communication votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

**La prise en considération de la motion M 441 – 25.04, Promenade verniolane, est acceptée par 24 OUI, soit à l'unanimité.**

**Cette motion est envoyée en commission de la culture et communication.**

**Mme COVER, Présidente** : nous passons au point suivant.

## **12.B) RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF À LA MOTION M 331 – 24.03 « POUR DES SUBVENTIONS AUX ABONNEMENTS TPG POUR TOUS » (M 331 A – 25.04)**

---

### **Réponse du Conseil administratif à la motion M 331 – 24.03**

déposée par M. Johan MARTENS, Mmes Anne COMPAGNON KAUFMANN, Clarisse DI ROSA, Céline FORNEY, Barbara LANZILAO, Elisabeth SANTI et Eylem TAS POLAT, et M. David JUNGO RODRIGUEZ, Conseillers municipaux

relative à l'objet suivant :

### **POUR DES SUBVENTIONS AUX ABONNEMENTS TPG POUR TOUS**

Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

En date du 5 mars 2024, votre Conseil a adopté la motion susmentionnée, invitant le Conseil administratif à étudier le coût d'une augmentation des subventions actuelles aux abonnements TPG et d'un élargissement des subventions aux abonnements TPG.

Depuis le vote de la présente motion, la situation des abonnements TPG a évolué. En effet, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, et sur décision du Conseil d'État, une gratuité des abonnements TPG, totale ou partielle, pour des catégories de populations spécifiques a été mise en place. La gratuité est totale pour les jeunes de 6 à 18 ans ainsi que pour les personnes de 18 à 24 ans en formation ou attestant d'un bas revenu. Pour les bénéficiaires de prestations AVS/AI, un rabais de 50% est appliqué sur les abonnements TPG.

L'Administration communale s'est adaptée à cette évolution en modifiant l'offre de subvention à l'achat d'un abonnement TPG. En effet, en 2024, la Ville de Vernier octroyait aux personnes domiciliées dans la Commune une subvention de CHF 150.00 à l'achat d'un abonnement junior (jeunes de 6 à 24 ans) et de CHF 100.00 pour un abonnement senior (femmes dès 64 ans et hommes dès 65 ans).

Depuis 2025, la Commune offre aux Verniolans âgés de 18 à 24 ans, dont le revenu déterminant unifié (RDU) ne donne pas droit à la prise en charge de l'abonnement par le Canton, une subvention de CHF 200.00 pour l'achat d'un abonnement junior annuel (dont le coût est de CHF 400.00). Pour les seniors, la Commune subventionne l'achat d'abonnements annuels seniors à hauteur de CHF 100.00, indépendamment de la subvention prise en charge par l'État de Genève. Cela permet aux seniors de Vernier d'acquérir un abonnement annuel TPG pour un montant total de CHF 100.00. La Ville de Vernier a décidé d'élargir l'assiette des bénéficiaires en allouant une subvention de CHF 200.00 aux Verniolans âgés de 25 à 30 ans pour l'achat d'un abonnement TPG annuel adulte (dont le coût est de CHF 500.00). Cette mesure a pour but d'instaurer un palier et ainsi réduire les écarts de coûts au passage des 25 ans, afin d'inciter les jeunes adultes à continuer à utiliser les transports en commun.

En 2024, le budget à disposition pour ces subventions était de CHF 90'000.00 pour les abonnements seniors, et de CHF 315'000.00 pour les abonnements juniors, soit un total de CHF 440'000.00. Le montant total dépensé pour les subventions à l'achat d'abonnements TPG en 2024 a été de CHF 395'700.00. Le budget 2025 prévoit CHF 150'000.00 pour les abonnements seniors, CHF 20'000.00 pour abonnements juniors n'ayant pas droit à la subvention de l'État et CHF 200'000.00 pour les jeunes de 25 à 30 ans, soit un total de CHF 370'000.00. Au vu des nouvelles subventions proposées par l'État de Genève, le budget alloué par la Ville de Vernier à ces subventions n'a pas été augmenté pour l'année 2025.

Comme l'atteste ce qui précède, la Ville de Vernier a décidé, en 2025, d'adapter son soutien à l'acquisition d'abonnements annuels TPG au regard des décisions prises en la matière par le Canton, en parvenant

*ainsi à augmenter le soutien pour les publics cibles qui en bénéficiaient déjà en 2024 et à élargir le cercle des bénéficiaires.*

*La motion M 331 – 24.03 est ainsi close.*

*Mathias BUSCHBECK  
Conseiller administratif*

**Mme COVER, Présidente** : nous avons reçu une réponse du Conseil administratif à la motion M 331 – 24.03 « Pour des subventions aux abonnements TPG pour tous ».

Nous passons au point 13) de l'ordre du jour.

### 13. RÉOLUTIONS

---

#### 13.A) LEÇONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE (M. MARTENS, MME SANTI, MME LANZILAO, MM. BLEIKER, AZIRI, BRINER, JUNGO RODRIGUEZ ET ARNOLDI) (R 444 – 25.04)

---

##### **LEÇONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE**

*Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,*

*La presse s'est faite écho d'un projet de diminution substantielle de l'enseignement de l'histoire et de la géographie pour la réforme genevoise de la maturité.*

*La commune de Vernier est remarquable par sa diversité multiculturelle. Si cela peut occasionnellement être une difficulté, c'est aussi et surtout une richesse. Cette richesse il faut l'entretenir.*

*La paix et la tolérance sociale passent par la compréhension des cultures et du passé commun et distinct de chacun. Pour cela, il nous semble essentiel d'assurer une solide connaissance du monde et de son histoire, à un moment où l'enfant entre dans l'âge adulte et où il va devoir prendre ses responsabilités dans la société. Ne pas savoir d'où nous venons, nous et ceux qui nous entourent, serait un appauvrissement irrattrapable de notre culture au plus mauvais moment de l'éducation.*

*Bien sûr, la formation professionnelle vers un monde de plus en plus scientifique est importante, mais pas toutes les orientations professionnelles ou universitaires ne sont dirigées dans cette direction. Quand bien même, une culture générale est aussi essentielle.*

*(Pour rappel, l'EPFL exige de ses étudiants en physique de première année, entre autres, un cours d'une demi-journée hebdomadaire de décroisonnement, pour assurer une culture générale aux plus scientifiques des scientifiques..)*

*Pour ces raisons, la commune de Vernier*

**déclare :**

*s'opposer à la diminution des cours d'histoire et géographie du programme de la maturité à Genève.*

**Mme COVER, Présidente** : M. MARTENS, vous avez la parole.

**M. MARTENS** : c'est encore moi !

Cette résolution est venue des nouvelles de la semaine dernière.

Vous avez vu que l'on veut considérablement diminuer l'enseignement de la géographie et l'histoire dans le cursus du Collège et je trouve cela extrêmement dommageable, notamment dans notre Commune qui est multiculturelle, avec des nationalités et nombre d'habitants avec des histoires différentes.

À mon avis, ce serait tout à fait délétère de vouloir enlever cette partie des sciences humaines, enlever cette partie de la culture aux gens.

Je sais que l'on voudra remplacer ces matières par de l'informatique ou autre, mais pour moi la culture générale est fondamentale à la compréhension du monde et nous le voyons aujourd'hui.

Vous entendez souvent l'ignorance de certaines populations, comme les états-uniens ; on le lit trop souvent. C'est une chose épouvantable et il nous faut vraiment réagir.

Pourquoi ai-je déposé cette résolution urgente ? Tout simplement parce que la discussion se fait en ce moment. Nous sommes presque déjà un peu en retard.

Je vous propose de voter ce texte immédiatement ; il s'agit juste d'une prise de position.

Je sais bien que nous n'avons pas le pouvoir de changer cela, mais nous pouvons prendre position et dire que nous ne sommes pas d'accord avec la disparition de certaines sciences humaines à l'école, parce que nous en avons tous besoin pour notre culture générale.

Je vous encourage à soutenir ce texte.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

Nous pouvons passer au vote de l'urgence.

Celles et ceux qui acceptent l'urgence votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

**L'urgence pour la résolution R 444 – 25.04, Leçons d'histoire et de géographie, est acceptée par 20 OUI (9 SOCIALISTES, 5 VERT.E.S, 1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 2 MCG, 1 ALTERNATIVE, 2 PLR), 2 NON (2 UDC) et 2 abstentions (1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 1 I).**

**Mme COVER, Présidente** : nous passons au vote de la prise en considération de la résolution R 444 – 25.04.

Celles et ceux qui acceptent la prise en considération de la R 444 – 25.04 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

**La prise en considération de la résolution R 444 – 25.04, Leçons d'histoire et de géographie, est acceptée par 19 OUI (9 SOCIALISTES, 5 VERT.E.S, 2 MCG, 1 ALTERNATIVE, 2 PLR) et 5 abstentions (2 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 2 UDC, 1 I).**

**Mme COVER, Présidente** : y a-t-il des demandes de parole ? M. BLEIKER.

**M. BLEIKER** : merci Mme la Présidente.

En tant que cosignataire de cette résolution, il est à mon avis extrêmement important de donner un signal.

Nous n'avons pas le pouvoir de changer les choses, nous sommes bien d'accord, mais il faut donner un signal, parce que la perte de ces matières peut paraître anodine, dans un premier temps.

C'est toute notre capacité à réfléchir par nous-mêmes, c'est toute notre capacité à se comprendre et à s'entendre qui est remise en cause par la disparition de matières, telles que l'histoire et la géographie.

Comme l'a dit M. MARTENS juste avant, dans une ville comme Vernier, c'est extrêmement important.

Je vous remercie d'accepter cette résolution.

Merci Mme la Présidente.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. BRON, vous avez la parole.

**M. BRON, Secrétaire** : merci, Mme la Présidente.

*Le Conseil municipal*

**déclare :**

*s'opposer à la diminution des cours d'histoire et géographie du programme de la maturité à Genève.*

**Mme COVER, Présidente** : merci.

Nous passons au vote.

Celles et ceux qui acceptent la résolution R 444 – 25.04 votent OUI, les autres votent NON ou s'abstiennent. Le vote est lancé.

**La résolution R 444 – 25.04, Leçons d'histoire et de géographie, est acceptée par 17 OUI (9 SOCIALISTES, 5 VERT.E.S, 1 ALTERNATIVE, 2 PLR) et 7 abstentions (2 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 2 MCG, 2 UDC, 1 I).**

**Mme COVER, Présidente** : nous passons passer au point 14) de l'ordre du jour.

## 14. INTERPELLATIONS

---

### 14.A) Y A-T-IL UN CHAUFFEUR DANS LE BUS (M. BLEIKER) (I 443 – 25.04)

---

#### **Y A-T-IL UN CHAUFFEUR DANS LE BUS ?**

*Messieurs les Conseillers administratifs,*

*J'ai été interpellé au sujet des bus réservés pour le cycle du Renard (bus C8) et de plusieurs incidents qui se sont produits sur la ligne. Entre freinages d'urgence, bus en panne et enfants blessés, certains parents s'inquiètent pour la sécurité de leurs adolescents sur le chemin de l'école. Nous pouvons encore ajouter les erreurs de parcours et autres arrêts oubliés.*

*L'événement le plus grave s'est produit jeudi 3 avril. Ce jour-là, un freinage d'urgence a envoyé au sol un certain nombre de personnes, dont une jeune fille qui s'est cassé une côte (ainsi que son téléphone bien rangé dans sa veste), d'autres personnes ont été victimes de contusions diverses, etc.*

*Bien entendu, un conducteur peut être distrait et oublier un arrêt, un freinage d'urgence est souvent inévitable et le matériel roulant peut toujours subir des avaries, mais il semblerait que ces incidents se produisent particulièrement souvent sur cette ligne.*

*Mes questions sont donc les suivantes :*

- 1 Est-ce que ces incidents sont répertoriés et sont-ils compilés pour cette ligne ?*
- 2 Si ce n'est pas le cas, comment s'assurer de la sécurité des enfants utilisant cette ligne ?*
- 3 Est-ce que la ligne C8 subit un nombre particulièrement élevé d'incidents par rapport aux autres transports publics dans la même zone ?*
- 4 Si c'est le cas, comment expliquer cette différence et quelles sont les pistes d'amélioration ?*

*En vous remerciant pour vos réponses.*

**Mme COVER, Présidente :** M. BLEIKER, vous avez la parole.

**M. BLEIKER :** merci Mme la Présidente.

C'est juste d'un point de vue formel ... je sais qu'il y a un certain nombre de prise de parole possible, mais je ne m'en rappelle plus.

Là, j'en parle juste deux minutes, et après je pourrai réagir en cas de besoin ? D'accord. Merci beaucoup.

Effectivement, comme je l'ai écrit, nous sommes quelques parents à avoir l'impression qu'il y a beaucoup d'incidents concernant le bus C8.

J'aimerais interpellier nos autorités à ce propos, car je souhaite savoir si c'est un sentiment ou s'il y a réellement beaucoup d'incidents.

Quand je parle d'incidents... très concrètement, la semaine passée, énorme freinage d'urgence, ce qui peut arriver à n'importe quel chauffeur, mais avec une enfant blessée et de la casse matérielle, etc.



Nous ne parlons même pas des erreurs de parcours, de coups d'accélérateur, d'arrêts oubliés ou de refus de s'arrêter, notamment à De-Sauvage.

La question est en fait de savoir s'il y a spécialement beaucoup d'incidents et si ces derniers sont compilés autant pour cette ligne-là que pour les lignes qui empruntent les mêmes rues ?

Rappelons que le C8 prend le même parcours que le 6, le 19, le 53, le 51, le 28. Il fait des bouts de ligne de chacune, mais il prend les mêmes infrastructures que tous ces bus-là, à part un petit bout où il se différencie du 51 juste à côté du Cycle.

Est-il possible de comparer ? Est-ce qu'il y a beaucoup d'incidents sur cette ligne ? Est-ce qu'il existe des données à ce niveau-là ? Et s'il y a spécialement beaucoup d'incidents, que peut-on faire pour améliorer la situation ?

Merci beaucoup pour vos futures réponses et pour m'avoir écouté.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. BUSCHBECK, vous avez la parole.

**M. BUSCHBECK** : merci Mme la Présidente.

Cette ligne a les mêmes conditions de circulation et de surveillance que toutes les autres lignes TPG.

Tout ce que je peux vous répondre à ce stade, c'est que nous allons interpeler les TPG et que je pourrai vous répondre la prochaine fois.

Je vous invite donc à ne pas reprendre la parole pour que je puisse vous apporter des réponses la prochaine fois.

Ceci étant dit, nous sommes un peu à la limite de ce que le Conseil municipal peut demander à un Conseil administratif.

D'habitude, nous répondons pour ce qui nous concerne en propre, nous ne répondons pas pour les autres institutions.

Comme vous ne pouviez pas le savoir avant d'avoir déposé cette interpellation, je vous en informe maintenant. Il est vrai que nous n'avons pas l'habitude de répondre pour les autres institutions, mais nous le ferons malgré tout en interpellant les TPG et nous vous répondrons la prochaine fois.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

Nous passons au point 15) de l'ordre du jour.

## 15. QUESTIONS ÉCRITES

---

### 15.A) RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF À LA QUESTION ÉCRITE QE 415 - 25.02 « INSÉCURITÉ ET VIOLENCES AUTOUR DE LA MAISON DE QUARTIER D'AÏRE-LE LIGNON » (QE 415 A – 25.04)

---

#### **Réponse du Conseil administratif à la question écrite QE 415 – 25.02**

déposée par Messieurs Howard NOBS, Daniel NOËL et Christophe RUSSI, Conseillers municipaux

relative à l'objet suivant :

#### **INSÉCURITÉ ET VIOLENCES AUTOUR DE LA MAISON DE QUARTIER D'AÏRE-LE LIGNON**

##### QUESTION

La Maison de quartier d'Aïre-Le Lignon est une association sans but lucratif subventionnée par la commune et le canton. L'association Maison de quartier d'Aïre-Le Lignon offre la possibilité de louer des salles aux habitants de notre commune. Depuis quelque temps, les usagers déplorent un climat pesant autour de la Maison de quartier, allant de quolibets à des violences physiques venant de bandes de jeunes.

Samedi 11 janvier 2025, une jeune fille fêtait son anniversaire entourée d'amis et de proches. Un des invités fumant une cigarette à l'extérieur a reçu un coup de poing sur le visage et s'est retrouvé avec la lèvre ouverte. Entourés par la bande de jeunes exhibant des couteaux, les invités se sont réfugiés à l'intérieur le temps que la situation s'apaise.

Les nuits suivantes, les habitants d'Aïre-Le Lignon ont été réveillés par des tirs de mortiers, comme ceux qu'utilisent les trafiquants de drogue des banlieues françaises.

Mes questions au Conseil administratif sont les suivantes :

- 1 Les correspondants de nuit disposent-ils du matériel et des compétences nécessaires pour intervenir face à des bandes de jeunes armés de couteaux ou de mortiers, notamment ?
- 2 La police municipale est-elle suffisamment équipée pour intervenir face à ces bandes de jeunes ? Jusqu'à quelle heure intervient-elle ?
- 3 La police cantonale est-elle en mesure d'intervenir suffisamment vite sur le territoire verniolan ?

##### RÉPONSE

- 1 Les Correspondant-e-s de nuit ont une mission complémentaire de prévention des incivilités à celle des forces de Police, cantonale et municipale, et n'ont pas pour ordre d'intervenir pour gérer des situations de violence. Quand ces professionnel-le-s sont confronté-e-s à ce genre de cas, ils-elles ont consigne de mettre d'éventuelles victimes ou victimes potentielles en sécurité, sans se mettre toutefois en danger, et surtout de s'assurer que l'alerte aux équipes d'intervention compétentes soit donnée. Du fait de cette organisation, aucun équipement de défense ou de persuasion ne leur est fourni.
- 2 L'approche de la Police municipale est à peu près similaire à celle de la Police cantonale. En cas d'attaque au couteau, elle prend toutes les précautions d'usage en gardant ses distances et en

*signalant à la Centrale Police pour avoir une demande d'appui, et ce pour sa sécurité personnelle. Elle est équipée d'un bâton tactique, gilet pare-balles, menottes, spray au poivre pour parer à ces éventuels agissements.*

*En revanche, la confrontation directe entre les forces de l'ordre et des « bandes de jeunes » est très rare.*

- 3 *La Police cantonale est en mesure d'intervenir rapidement. Ce sont les patrouilles du secteur Blandonnet qui sont mobilisées en premier, et si elles ne sont pas disponibles, la Centrale-Police demande que d'autres patrouilles se libèrent rapidement (ex. Servette, Lancy-Onex, Pâquis, Plainpalais) pour assurer l'intervention en cas d'urgence (gestion des priorités).*

*La question écrite QE 415 – 25.02 est ainsi close.*

Martin STAUB  
Maire

**Mme COVER, Présidente** : nous avons reçu une réponse du Conseil administratif à la question écrite QE 415 – 25.02 « Insécurité et violence autour de la maison de quartier d'Aïre-Le Lignon ».

Nous passons au point suivant.

#### **15.B) RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF À LA QUESTION ÉCRITE QE 418 - 25.02 « COLLECTE DES DÉCHETS AU QUARTIER DU CANADA » (QE 418 A – 25.04**

---

##### ***Réponse du Conseil administratif à la question écrite QE 418 – 25.02***

*déposée par Monsieur Nicolas AUBERT, Conseiller municipal*

*relative à l'objet suivant :*

##### **COLLECTE DES DÉCHETS AU QUARTIER DU CANADA**

##### **QUESTION**

*Dans ce quartier exigu à l'extrémité nord-ouest de notre Commune, la collecte des déchets par le prestataire Transvoirie rencontre des difficultés.*

*Des dégâts sont régulièrement faits aux barrières, chenaux et à d'autres infrastructures de ce quartier de copropriétés par des manœuvres non maîtrisées par les lourds véhicules de Transvoirie.*

*Alertée plusieurs fois par la régie, la société Transvoirie ne semble pas prendre la mesure du problème, pour collecter correctement les déchets aux deux points de récolte prévus à cet effet.*

- 1) *La Commune est-elle au courant de cette problématique ?*
- 2) *Existe-t-il d'autres prestataires que Transvoirie ?*
- 3) *Quelle solution peut proposer la Commune pour trouver une issue à ce problème*

## RÉPONSE

- 1) *La Ville de Vernier est au courant de cette problématique. La gérante administrative de la société GPF (Gestion de patrimoine financier) transmet régulièrement les doléances des habitants de la PPE aux responsables de l'entreprise Transvoirie SA depuis 2021 en mettant en copie le Service de l'environnement urbain de la Ville de Vernier. À ce jour, l'ensemble des doléances de la PPE ont obtenu une réponse et ont été prises en charge par Transvoirie, hormis la dernière, datée du 16 janvier 2025, qui est en cours de traitement par cette entreprise.*

*La durée de traitement de la prise en charge est le reproche principal qui peut être fait à Transvoirie, l'entreprise devant elle-même passer par son assureur avant de prendre en charge les frais.*

*Concernant la dernière doléance du 16 janvier 2025, une demande de devis de la part de la gérante administrative a été faite par Transvoirie afin que cette dernière puisse prendre en charge les travaux y relatifs. Un courriel de confirmation de Transvoirie a été reçu par la Ville de Vernier à ce sujet.*

*Les conteneurs à déchets sont regroupés dans deux zones et, malgré ces aménagements, les accès restent difficiles pour les camions à ordures ménagères (26 à 30 tonnes), tels que ceux utilisés par Transvoirie. De nombreux angles droits, des demi-tours à effectuer ainsi que des haies qui peuvent parfois fortement limiter la visibilité et rendre la circulation du camion difficile. Courant 2021-2022, des travaux ont été effectués pour faciliter les manœuvres dans ce quartier, mais la circulation reste laborieuse.*

*Rappelons que les enjeux de sécurité des collectes de déchets sont au cœur des préoccupations de notre Commune. En effet, bien que ces opérations de collecte soient quotidiennes, elles comportent des risques, tant pour les équipes de Transvoirie que pour la population.*

- 2) *Oui, il existe d'autres prestataires, mais Transvoirie SA a remporté le dernier appel d'offres de collecte des déchets pour le porte-à-porte, la collecte des écopoints et celle des encombrants sur le territoire verniolan. Le nouveau contrat est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2024, pour une durée de 4 ans (fin au 30 août 2028, renouvelable un an).*

- 3) *En cas de dommage sans proposition de réparation de la part de Transvoirie, des pénalités peuvent être appliquées à Transvoirie par la Commune. Néanmoins, celles-ci devront s'appuyer sur des preuves documentées (date, descriptif du camion et plaque d'immatriculation, film et/ou photographie) et que Transvoirie, passé un certain délai, ne réponde pas aux doléances de manière satisfaisante.*

*À plus long terme et pour donner suite à une discussion avec la gérante administrative, il serait envisageable de mettre en place un écopoint, avec bennes enterrées, à un emplacement à la fois suffisamment proche des habitations et permettant une collecte aisée des camions grue de Transvoirie. Elle se dit prête à consulter les membres de la PPE à ce sujet.*

*L'écopoint pourrait se situer le long de la route du Canada afin que le camion n'ait pas à pénétrer à l'intérieur de la copropriété. Cette mutualisation des lieux de collecte en zone villas permettrait d'éviter les manœuvres de camions, qui plus est sur des chaussées inadaptées.*

La question écrite QE 418 – 25.02 est ainsi close.

Mathias BUSCHBECK  
Conseiller administratif

**Mme COVER, Présidente :** nous avons reçu une réponse du Conseil administratif à la question écrite QE 418 – 25.02 « Collecte des déchets au quartier du Canada ».

Nous passons au point 16) de l'ordre du jour.

## 16. QUESTIONS ORALES

---

**Mme COVER, Présidente** : M. MARTENS, vous avez la parole.

**M. MARTENS** : merci Mme la Présidente.

J'ai juste une petite question. À la ruelle du Village, il y a depuis un certain temps une benne de chantier qui est entreposée, dans laquelle il y a beaucoup d'eau stagnante.

Je suis passé tout à l'heure et j'ai pu dénombrer à peu près 850'000 larves de moustiques, à plus ou moins 15%.

Y a-t-il des moustiques tigres ? Peut-on envoyer la Brigade anti-moustiques pour aller vérifier ?

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. STAUB, vous avez la parole.

**M. STAUB, Maire** : je regarderai avec la Police municipale, qui n'est pas armée contre les moustiques mais qui recherchera le propriétaire pour que cette benne soit vidée et assainie – je ne trouve pas d'autres mots qu'assaini –, pour qu'il n'y ait pas de risque de larves et de développement de ce genre de nuisibles.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. BUSCHBECK, vous avez la parole.

**M. BUSCHBECK, Conseiller administratif** : juste pour vous remercier, M. le Conseiller municipal, pour votre question et vous dire qu'effectivement la problématique des chantiers est assez compliquée. C'est une des principales sources de diffusion du moustique tigre. Aujourd'hui, nous devons faire un gros travail à ce niveau-là.

Au niveau de l'ACG – je ne trahis personne –, nous avons interpellé le Canton pour qu'un travail concerté soit fait au niveau des entreprises de construction pour éviter les eaux stagnantes.

C'est un des gros axes sur lequel nous devons travailler, l'autre étant le matériel de jardin dans les jardins des privés, où des coupes, des seaux ou des pots peuvent rester et être une source de diffusion du moustique tigre, qui se déploie à vitesse exponentielle sur le territoire de notre Canton.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. NOBS, vous avez la parole.

**M. NOBS** : merci Mme la Présidente.

Comme vous le savez, la justice est appelée à se prononcer sur la validité de l'élection du 23 mars dernier. Nous avons vu que des candidates ont dépassé leur candidat respectif au Conseil administratif, parfois de plus de trois cents suffrages.

Le contexte étant ce qu'il est, j'étais Vice-Président du local de vote d'Aïre-Le Lignon et je me suis douté – j'ai eu une petite lumière qui s'est allumée dans mon petit cerveau –, que nous allions avoir droit à la visite de la Commission électorale centrale.

Ces deux dames sont venues dans notre local de vote, elles ont constaté que celui-ci était dépourvu de stylos et c'est moi-même ou mon Président qui avons mis à disposition nos stylos personnels pour les électeurs.

J'ai questionné mon Président, qui m'a répondu que la demande pour que le local de vote soit équipé de stylos billes avait été formulée, malheureusement la Commune ne veut pas en mettre à disposition, ou alors ils sont volés. Je ne sais pas ce qu'il se passe.

Avons-nous un petit peu plus d'informations à ce sujet ?

Merci Mme la Présidente.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. STAUB, vous avez la parole.

**M. STAUB, Maire** : je ne sais rien de ce *stylogate*, mais je vois que la Commission est très pointilleuse et fait des points au stylo !

Plaisanterie mise à part, nous vérifierons ce qu'il en est et mettrons le matériel nécessaire à disposition dans les locaux de vote de la Commune.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

Mme MÜLLER, vous avez la parole.

**Mme MÜLLER** : merci Mme la Présidente.

On m'a rapporté que certains chemins privés d'Aïre n'ont plus d'éclairage et que certains carrefours ne sont plus éclairés.

Nous aimerions savoir pourquoi.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. BUSCHBECK, vous avez la parole.

**M. BUSCHBECK, Conseiller administratif** : il faudrait éventuellement me donner davantage de précisions hors séance, pour que je puisse savoir desquels il s'agit.

Mais il faut savoir que nous n'avons pas vocation à éclairer les chemins privés, qui doivent l'être par les propriétaires de ces chemins.

En principe, donc, nous n'éclairons pas les chemins privés. Il arrive qu'il reste des résidus historiques, mais nous n'avons pas à utiliser l'argent public pour éclairer les chemins privés.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. SLAVIERO, vous avez la parole. Avez-vous une question ? Non, ce n'est pas une question. Je suis désolée.

M. NOËL, vous avez la parole.

**M. NOËL** : je reviens sur les éclairages.

J'ai remarqué que tous ces éclairages étaient toujours très hauts.

Je comprends très bien que cela puisse déranger la faune et les oiseaux, mais est-ce qu'il a été étudié de pouvoir positionner ces éclairages plus bas, pour vraiment éclairer les routes ?

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. BUSCHBECK, vous avez la parole.

**M. BUSCHBECK** : votre question tombe à pic.

Vous avez voté il y a quelques mois un crédit pour un Plan lumière de la Ville de Vernier, pour lequel ces éléments ont été étudiés.

Une séance publique a eu lieu hier soir, à laquelle aucun Conseiller municipal n'a assisté.

C'est à ce moment-là qu'il aurait été opportun de poser la question à nos mandataires, afin de savoir ce qui va être prévu.

L'idée du Plan lumière est de renouveler notre matériel. Le matériel d'éclairage dure à peu près trente ans. Sur une dizaine d'années, nous allons renouveler un tiers de notre matériel, le plus usagé.

Les questions d'éclairage public sont en constante évolution. Avant, nous avions du matériel moins performant en termes de direction de l'éclairage. Maintenant, nous pouvons beaucoup mieux orienter l'éclairage avec l'éclairage LED.

Si vous avez un cas précis à me signaler, je peux volontiers regarder pour voir ce que nous pouvons faire pour intervenir à ce niveau-là.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. ARNOLDI, aviez-vous une question ?

**M. ARNOLDI** : oui, merci Mme la Présidente.

Je profite de rebondir sur l'excellente question de M. MARTENS concernant les moustiques tigres.

J'avais moi-même une question, parce que j'ai été interpellé par quelques apiculteurs afin de connaître si la Ville de Vernier a un plan d'action ou un plan d'attaque contre le frelon asiatique.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

Quelqu'un veut-il répondre ? M. BUSCHBECK.

**M. BUSCHBECK, Conseiller administratif** : nous sommes au courant du problème avec le frelon asiatique, qui est du même type que celui des moustiques tigres.

S'agissant à nouveau d'une problématique qui doit être traitée au niveau cantonal, nous allons interpellier le Canton à cet égard.

Il n'empêche que le réflexe citoyen peut aussi être là. Si vous arrivez à repérer des nids de frelons asiatiques ou si vous avez un doute, les services de l'État sont à votre disposition pour essayer d'intervenir.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. BRINER, vous avez la parole.

**M. BRINER** : merci Mme la Présidente.

Ma question est la suivante : sur la route de Peney, à la hauteur du batiflex, il y a un passage pour piétons et j'ai vu une voiture faire demi-tour sur ce passage pour passer.

Quand je regarde les plans sur Google, on voit qu'une barrière avait été installée.

La question est de savoir si vous pensez remettre cette barrière.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. STAUB, vous avez la parole.

**M. STAUB, Maire** : s'il vous plaît, je ne crois pas que nous soyons une Administration qui ne vous réponde pas.

Nous allons regarder, mais je le répète – et je le referai au début de la prochaine législature – : quand vous nous posez une question, ce que nous faisons c'est de consulter nos services afin qu'ils puissent apporter une réponse.

Je comprends votre rôle de Conseiller municipal, mais vous pouvez nous contacter en dehors des conseils municipaux. On vous mettra au besoin directement en contact avec le service communal concerné.

Ce n'est pas un reproche que je vous fais.

Nous allons regarder pour identifier le problème et vous reviendrons la prochaine fois.

Si vous voulez plus d'efficacité, n'hésitez pas à nous envoyer un courriel ou à nous téléphoner ; je crois que nous sommes très disponibles.

Nous allons regarder tout cela et vous répondrons la prochaine fois.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. ANGELOZ, vous avez la parole.

**M. ANGELOZ** : merci Mme la Présidente.

Juste une question à M. le Maire, car cela concerne la sécurité.

J'ai interpellé les ASM qui étaient avec leur fourgon pour savoir où je devais m'adresser pour la question des chenilles processionnaires.

Je reviens aux petites bêtes, comme M. MARTENS !

Ils m'ont répondu qu'ils ne savaient pas trop ce qu'ils allaient faire. Sauf erreur, ils ont mis un mot dans la main-courante, mais personne n'est revenu vers moi. J'ai donc téléphoné à l'îlotier vert, qui m'a dit



qu'il me mettrait en contact avec une îlotière qui ira chez le voisin habitant un peu plus loin que chez moi pour qu'il s'occupe de son arbre parce qu'il est vraiment infesté de chenilles processionnaires.

Moi, je viens de faire intervenir une entreprise, mais ce n'est pas à moi d'aller chez le voisin pour dire qu'il doit traiter son arbre. Il n'est peut-être pas au courant qu'il doit supprimer ces chenilles.

Je n'ai pas de retour, donc je ne sais pas si cette îlotière est allée chez ce voisin.

Pouvez-vous regarder si c'est bien inscrit dans la main-courante et si l'îlotière a fait le nécessaire auprès des personnes concernées ?

**Mme COVER, Présidente** : merci. M. STAUB.

**M. STAUB, Maire** : je regarderai ce qu'il en est.

On se retrouve toujours dans la même situation, c'est-à-dire que la Police municipale le fait et c'est bien qu'elle vous ait répondu comme cela. C'est effectivement à l'îlotier vert d'intervenir. J'espère qu'il l'a fait, autrement je le lui demanderai.

En fait, je ne suis même pas sûr qu'ils aient des moyens coercitifs pour pousser le voisin à traiter son arbre, car on revient à la réponse qu'a faite mon collègue, je pense que les règles sont de niveau cantonal. Je ne suis pas certain que nos policiers municipaux aient le pouvoir d'intervenir.

Le seul exemple où nous savons qu'ils ont un pouvoir, c'est concernant les haies, mais c'est précisé de manière claire.

Ce que je vais faire, c'est vérifier ce qui a été fait et surtout vous indiquer par quel moyen on peut demander au voisin de traiter son arbre.

Au-delà de savoir si les policiers municipaux ont le pouvoir coercitif, c'est toujours utile d'avoir une information, une sensibilisation.

Si le voisin ne se conforme pas au traitement, je ne suis pas sûr que nous ayons le moyen d'amender.

On retombe toujours sur la même problématique à Genève. L'éradication du moustique tigre et du frelon asiatique fait partie des compétences cantonales, mais le Canton, où il n'y a qu'une personne qui coordonne tout cela, ne les exerce pas.

L'ACG a déjà interpellé plusieurs fois le Canton à ce sujet, parce que si les communes se mettent à intervenir, le Canton va dire que c'est très bien et qu'elles peuvent continuer.

Je vais m'informer, je vais voir ce qu'il en est et je ferai le nécessaire.

Je voulais juste vous dire que c'est parfois un peu kafkaïen pour nous, parce que nous nous retrouvons dans une espèce de trou. Formellement, c'est le Canton, mais le Canton n'a pas les moyens ou ne veut pas le faire, et on se retrouve à devoir trouver des solutions.

Vous avez eu raison de m'interpeller à ce sujet. Je vous expliquerai ce qui a pu être fait plus généralement.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. JUNGO RODRIGUEZ, vous avez la parole.

**M. JUNGO RODRIGUEZ** : merci Mme la Présidente.

J'aurais une question pour le Bureau directement. Au vu de notre règlement du Conseil municipal, l'article 35 dit bien que le public doit garder le silence.

Comment serait-il possible que ce règlement soit appliqué pour les prochaines fois ?

**Mme COVER, Présidente** : M. BRON, vous avez la parole.

**M. BRON, Secrétaire** : ce sera fait par le Bureau si l'assemblée ne le fait pas elle-même avant.

**Mme COVER, Présidente** : M. SLAVIERO, avez-vous une question ?

**M. SLAVIERO** : oui, ce coup-ci, j'en ai une.

Ne serait-il pas judicieux, de la part des autorités communales, de faire une information auprès de la population concernant les moustiques tigres, les frelons asiatiques et les chenilles processionnaires pour la mettre en garde et pour lui dire ce qu'elle doit faire si elle en trouve ou si elle est envahie par ce genre d'insectes plus que regrettables ?

**Mme COVER, Présidente** : merci.

M. BUSCHBECK, vous avez la parole.

**M. BUSCHBECK, Conseiller administratif** : comme nous l'avons indiqué, c'est une compétence cantonale.

Malgré tout, c'est toujours adéquat d'informer notre population. D'ailleurs, nous l'avons fait l'année passée dans le journal communal ActuVernier, en invitant les gens à faire attention à l'eau stagnante.

Cela peut effectivement être envisagé pour les autres types d'espèces nuisibles et envahissantes.

Nous allons voir ce que nous pouvons faire dans le cadre de l'ActuVernier.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

Y a-t-il encore des questions ? Cela ne semble pas être le cas.

Il y a des réponses du Conseil administratif.

M. BUSCHBECK, vous avez la parole.

**M. BUSCHBECK, Conseiller administratif** : merci Mme la Présidente.

J'ai une réponse à une question de Mme DI ROSA, qui demandait si la patrouilleuse scolaire mise en place durant le chantier De-Maisonneuve allait être maintenue.

Ce que je peux lui dire, c'est qu'un comptage approximatif de cent trente enfants, dont la majorité sans parents, traversent le passage pour piétons au chemin De-Maisonneuve.

Le passage pour piétons a été déplacé de plusieurs mètres et se retrouve à hauteur de la Poste depuis le commencement des travaux. De ce fait, les enfants n'ont plus à traverser l'intersection Maisonneuve/Églantines comme auparavant et se retrouvent directement sur le trottoir du chemin des Églantines en les menant en toute sécurité à l'école.

À savoir que le budget pour la mise en place d'une patrouilleuse scolaire sur cet emplacement était seulement prévu durant les travaux, soit jusqu'au 31 mars 2025 à 16h20. J'aime bien les réponses de la Police municipale !

Une évaluation sera faite dans le courant du mois d'avril par le service de la Police municipale aux heures d'école afin d'observer le comportement des usagers.

Il est à préciser que le tronçon après le passage pour piétons, partie chemin De-Maisonnette à hauteur de la Poste, sera totalement fermé à la circulation dans le courant de l'année 2026, conformément à la DA que vous avez votée sur le BHNS.

**Mme COVER, Présidente** : merci.

Y a-t-il d'autres réponses ? Cela ne semble pas être le cas.

Il est donc 21h35 et je clos la séance.

Merci et à demain.

La séance est levée à 21h35.

Gilles-Olivier BRON  
Secrétaire

Sylviane COVER  
Présidente